

ORDRE S A R B

.REVUE ANARCHISTE CAENNAISE APERIODIQUE.

COLLECTIF MÉDECINE LIBERTAIRE
DE CAEN

LUTTE ANTINUCLÉAIRE

AMAP, JARDINS, PRATIQUES
ALTERNATIVES URBAINES

IPNS

PRÉSENTATION

BRASERO est une revue anarchiste apériodique de la région caennaise. L'idée émane de l'assemblée libertaire caennaise, mais ce journal est indépendant de celle-ci. Il s'autofinance et a choisi le prix libre (tu donnes ce que tu peux, ce que tu veux...). Il est imprimé par nos soins.

La rotation des tâches et l'anti-autoritarisme sont les modes de fonctionnement de l'équipe de rédaction. Cette dernière est ouverte, peut varier selon les numéros, et concerne les personnes au-delà des simples milieux libertaires.

Nous avons choisi d'éditer un journal à la fois pour transmettre ce qui se passe par chez nous, mais aussi dans un souci d'analyse radicale plus large, de faire connaître des textes rares et/ou pertinents (d'ici ou d'ailleurs), de nous réapproprier l'histoire des mouvements anti-autoritaires, de participer à la construction d'une réflexion anarchiste sur la situation actuelle – toujours dans le but de dézinguer ce vieux monde !

2



ENVOYEZ NOUS VOS ARTICLES, CONTRIBUTIONS, REACTIONS A :

braserocaen@gmail.com

Nos pistes de réflexion pour les prochains numéros : logement, articulation ville/campagne, nucléaire, libéralisme, insurrectionnalisme, Etat, révolution, retour sur une décennie sécuritaire...

Les anciens N° de *Brasero* sont désormais librement téléchargeables sur notre site :

<http://ablogm.com/brasero/>

BRÈVES

Quelques infos (fragmentaires) sur la lutte des salariéEs de l'usine PANAVI de Mondeville

Pour le contexte de cette mobilisation, voir *Brasero* N°1.

La mobilisation des PANAVI pour obtenir un plan social à peu près décent s'est poursuivie au cours du mois de mars, la direction ayant annoncé la fermeture imminente du site. Dos au mur, une grande partie des salariéEs de l'usine de boulangerie industrielle PANAVI de Mondeville (environ 80 personnes) ont décidé de bloquer jour et nuit leur usine à partir du jeudi 17 mars. Par ailleurs des piquets de surveillance ont été postés sous le viaduc de Calix à Caen près d'une société de transport qui abritait plusieurs camions de PANALOG, la « filiale logistique et transport » de PANAVI afin de bloquer les camions en cas de tentatives de sorties. Ces blocages ont duré jusqu'au lundi 21 mars. Des négociations ont eu lieu ce lundi avec la direction. Nous ignorons les détails des propositions mais toujours est-il que la majorité des salariéEs ainsi que la section CGT de l'usine ont décidé d'arrêter le mouvement, estimant apparemment que les nouvelles indemnités de licenciement proposées par la direction, qui allaient au delà du minimum légal, étaient à peu près correctes (sans être mirobolantes).

Création à Caen du Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS)

En début d'année quelques personnes de Caen ont créé le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS). Constatant l'abondance de textes subversifs en anglais et en espagnol sur des événements intéressants mais peu connus en France, on s'est décidé à entamer une activité de traduction sur le long terme afin de pouvoir mettre, progressivement, ces textes en circulation.

Un site internet a donc été mis en place pour mettre à disposition, en téléchargement libre, les traductions effectuées. Environ 30 traductions devraient être en ligne au début de cet été. On peut les trouver sur notre site à cette adresse : <http://ablogm.com/cats/>

À l'avenir, on compte aussi mettre en ligne des « vieux » textes français (articles, textes, brochures) qui n'existent pour l'instant qu'en « version papier » après les avoir scannés et passés par un logiciel de reconnaissance de caractère. De même, on effectuera sûrement quelques sous-titrages de documentaires militants. Tout ça se fera avec le temps.

On précise que l'activité de notre petit collectif ne repose pas que sur des anars et/ou des gens de Caen et c'est tant mieux ! Quelques personnes qui ont entendu parler de notre activité ailleurs en France ou dans le monde ont pris contact avec nous et ont proposé de nous aider à traduire certains textes. Donc si vous vous débrouillez en anglais ou en espagnol, que vous avez un peu de temps et que le cœur vous en dit, n'hésitez pas à nous contacter (notre mail, c'est : [catscaen\(a\)voila.fr](mailto:catscaen(a)voila.fr)). On refuse pas les coups de main ! En attendant merci de faire connaître notre site et les modestes ressources qu'il contient...

Présentation du collectif médecine libertaire de Caen

Historique

Suite au mouvement social contre la réforme des retraites en octobre 2010 et le constat d'une généralisation de la violence de la répression policière, une équipe de soutien médical dans les manifs/actions (dite " Medical Funky Fight Team ") s'est organisée à Caen afin de gérer collectivement les premiers soins nécessaires en situation de crise. Dans ce contexte de lutte sociale, des temps de formation menés dans une logique d'autonomie et de réappropriation des soins, ouverts à toutes et à tous, se sont également déroulés et du matériel a été réuni.

4

S'il nous paraît important à l'avenir de s'organiser et d'assurer une présence dédiée aux premiers secours dans toutes les situations potentiellement conflictuelles, il est tout autant nécessaire d'élargir nos réflexions et nos pratiques concernant la médecine. Et cela d'autant plus que cette dernière nous semble la porte d'entrée idéale à la politique que nous défendons. C'est pourquoi, au début de l'année 2011, nous avons décidé de créer ce collectif médecine libertaire.

Un rapide contexte socio-politique...

Si l'on part du dernier mouvement social en France, dit " contre la réforme des retraites ", le constat est simple à faire : l'État s'assoit sur la volonté du peuple et favorise la classe bourgeoise qui se trouve aux commandes administratives, industrielles... On retrouve ainsi un système étatique capitaliste prônant le libéralisme à tout va et mêlant oligarchisme et népotisme (favoritisme que les dirigeants font à leur famille et leur entourage au détriment du peuple). Le résultat en est une démocratie (dictature parée des atours de la démocratie bourgeoise) qui s'infiltré insidieusement à l'intérieur de nos vies et induit, de fait, de graves conséquences sur la médecine !

C'est dans ce contexte que nous retrouvons la médecine occidentale dominante. Celle-ci délaisse toute théorie générale de la santé de l'homme en société. On l'entend se gargariser de sa toute puissance, de ses dernières prouesses, de ses victoires contre la mort et la vieillesse, mais toujours, elle reste muette dans le champ socio-politique. Et quand il lui prend de se préoccuper de prévention, elle y pense en tant que prévention des maladies, dont le premier modèle fut celui de la vaccination, et dont les formes actuelles s'attachent à l'action sur les facteurs de risque.

Ce n'est pas rien, mais c'est tout autre chose qu'un programme de travail sur les facteurs de santé qui intégrerait d'une part les enseignements issus de l'étude des inégalités de santé, d'autre part les rares travaux qui ont tenté de penser la question dans la complexité de ses dimensions physiologiques, psychologiques et sociales.

Et quand elle tente de les intégrer, elle prône un discours sur la " nécessaire " responsabilisation du malade, tandis que les réelles pratiques autogestionnaires dont nous nous revendiquons se doivent de rester absentes. C'est pourquoi selon nous cette médecine est en réalité partout et nulle part à la fois.

Une médecine à la fois partout...

Partout, car elle cherche à s'appropriier nos corps et nos esprits dans une logique marchande et de rentabilité. L'organisation du système de santé actuel ne se pense plus en terme de projet collectif, mais découle directement de logiques managériales. Ainsi des dernières lois concernant le fonctionnement hospitalier, dans lesquelles on trouve un budget accordé en fonction d'une tarification à l'activité (la loi dite T2A) qui suppose que tout acte de soin peut et doit être chiffré (quid de l'écoute, des temps informels, etc.). Les lois dites " Hôpital Entreprise ", qui, en renforçant le pouvoir administratif par rapport à celui des soignant-es, entérinent définitivement l'idée que le but premier d'un hôpital n'est plus de soigner, mais bien de générer des bénéfices. La rédaction incessante de protocoles de plus en plus abscons ne laisse ainsi plus de temps ni d'espace à l'aléatoire et à la créativité humaine.

Ce temps et cet espace est désormais consacré à l'amélioration de la rentabilité et à la mise en compétitivité du secteur de la médecine comme si elle était un secteur industriel comme un autre. Cette mutation, en plus d'introduire symboliquement dans nos esprits que le soin est une marchandise, permet concrètement à quelques dirigeant-es de s'engraisser. Les firmes pharmaceutiques engendrent ainsi des bénéfices à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros, continuant sans cesse de grossir leurs champs d'action. La pérennité d'un tel système est rendue possible par leurs liens extrêmement intimes avec le pouvoir politique, intimité elle même favorisée par les institutions (exemple de l'AFSSAPS structurellement en conflit d'intérêts).

Cette médecine est partout encore, car elle tend vers un isolement et une normalisation des individus à des fins de meilleur contrôle social. L'injonction à gérer son capital santé, via les campagnes dites de santé publique et la culpabilisation de ceux qui ne s'y conforment pas (l'alcoolique, le fumeur, le gros...), place les comportements individuels comme principale explication à la maladie. Exit le questionnement collectif quant aux racines d'une société cancérogène, addictogène, suicidogène... qui selon nous est clairement le fruit d'une politique durement menée par l'État. Par exemple, les suicides sur le lieu de travail (phénomène très récent) sont présentés comme des gestes de personnes dites fragiles, mettant ainsi de côté toutes réflexions et actions concernant la souffrance liée au travail salarié en lui même.

Et puis, la déviance sociale et/ou le trouble à l'ordre public sont dorénavant les critères majeurs pour nous faire entrer dans le domaine du pathologique, pour nous assimiler au fou (forcement dangereux), qu'il faut réinsérer à tout prix ou qu'il faut éliminer derrière les barreaux des asiles ou des prisons s'il résiste... À l'encontre de cette pensée réductrice, il nous semble primordial de comprendre la souffrance psychique d'une personne à la lumière de son histoire singulière, de son inscription particulière dans un système (familial, institutionnel, etc.) lui-même potentiellement " fou ".

Partout toujours, quand il s'agit de réduire l'humain à un pion que l'on doit customiser. La médecine a désormais droit de regard et d'action sur chaque moment de nos vies. Elle ne s'intéresse plus exclusivement au domaine de la maladie, mais a recours à ses experts pour s'assurer que nous sommes toujours plus compétitif-ives et performant-es (coaching, médication de nos émotions qui pourraient s'avérer contre-productives voire germes d'une possible remise en question de la marche du monde capitaliste. Injonction nous est ainsi faite de rendre nos corps plus conformes et conventionnels (développement de la chirurgie esthétique, discours eugéniste qui s'ancre peu à peu dans les mentalités... le moule Barbie et Ken est plus qu'opérationnel). Avec cette médecine, nous sommes dans la fabrique, effective et symbolique, d'un seul modèle possible d'être au monde, une seule norme : celui de l'individu performant, l'individu marchandise, l'individu " amélioré ", être lisse s'emboîtant parfaitement dans les rouages d'un système politique aliénant.



6

Et nulle part à la fois ...

La médecine occidentale dominante n'est nulle part quand on aborde la notion d'inégalités d'accès aux soins. Si celle-ci n'a jamais été aussi puissante scientifiquement et techniquement, on constate pourtant un recul considérable d'accès aux soins de base pour les sans-papiers, les étudiants-es précaires, et les plus pauvres d'entre nous. Géographiquement, sa désertion est aussi manifeste : la concentration des lieux de soins dans les grands pôles économiques et/ou touristiques laisse les habitant-es des régions rurales et des quartiers pauvres sans recours facile et rapide aux structures sanitaires.

Cette médecine n'est nulle part non plus car elle nous dépossède de notre pouvoir de décision, mais aussi de notre individualité. Elle favorise un discours d'expert, souvent technique, froid et pragmatique, qui ne laisse aucune place à la subjectivité et à l'autonomie. Elle accentue notre dépendance face aux pouvoirs scientifiques et industriels, en les érigeant comme seules autorités référentes en matière de soins. Les pratiques alternatives, autonomisantes sont systématiquement diabolisées (la chasse aux sorcières est toujours de mise, mais elle revêt maintenant un visage legaliste). Dans la société de consommation, le " bon malade " est celui qui accepte les décisions du spécialiste et consomme tous les produits que celui-ci lui impose.

Enfin, elle est encore nulle part, du fait de la méfiance d'une bonne partie de la population envers les institutions qui l'abrite. L'État et les industries qu'il soutient (voir, par exemple, les accointances entre industries nucléaires et pharmaceutiques et les organismes publics sensés les réguler) sont les principaux responsables des souffrances physiques et psychiques que nous subissons et dans le même temps les principaux gestionnaires des institutions de santé !!

Ce paradoxe cynique et insupportable ne peut que provoquer de la méfiance. Cette dernière est, selon nous, légitime mais à la fois inquiétante puisqu'elle amène la population à se désinvestir de ses problèmes de santé. Nous n'attendons aucune remise en question des dirigeants-es, mais refusons radicalement qu'ils continuent dans cette direction.

La meilleure défense, mieux que l'attaque, c'est l'auto-gestion !

C'est donc toute cette médecine que nous refusons ; et même si nous sommes solidaires des luttes en cours pour la sauvegarde de l'hôpital public, notre critique veut aller plus loin. En effet, c'est la globalité du système que nous voulons détruire. L'hôpital, même public, même gratuit, demeure un lieu où la dépendance aux pouvoirs médicaux et industriels reste totale.

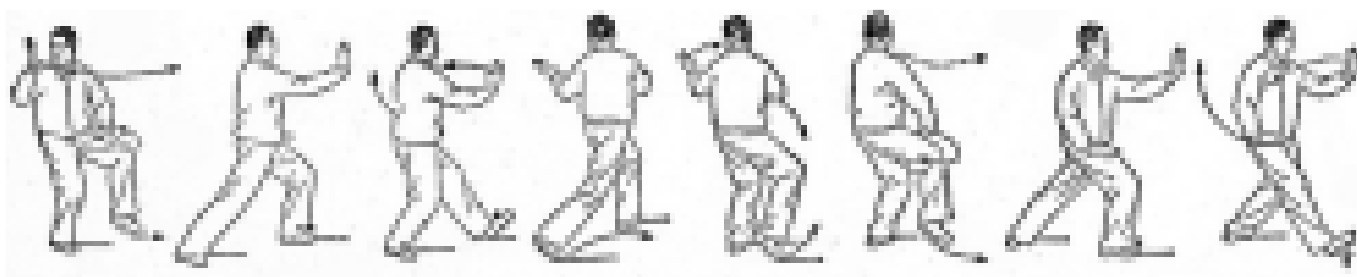
Nous revendiquons la réappropriation du savoir (médical et autre) par d'autres formes de transmissions, de prises de décision et de gestion : à la transmission verticale et autoritaire, nous préférons les partages et échanges horizontaux et égalitaires ; à une prise de décisions secrète et fermée, nous souhaitons des assemblées générales populaires et des débats se rapprochant du consensus ; aux gestions rentables et excluantes, nous voulons des gestions autonomes et libertaires.

À la volonté d'uniformiser nos corps et nos esprits, nous répondons que nous aimons nos disparités, nos rapports au monde différents, nos folies intérieures et extérieures. Que soigner, pour nous, c'est apaiser une personne en souffrance sans jamais l'amputer de son individualité et de sa capacité de décision. À une médecine protocolaire, nous revendiquons notre envie de trouver un langage commun pour parler notre rapport à la douleur, à la mort, au deuil, à la folie, à la guérison, à l'acte de soin...

Nous défendons ainsi coûte que coûte les pratiques auto-gestionnaires, favorisant la réappropriation globale de nos vies. Nous voulons ainsi susciter un maximum d'autonomie collective basée sur l'entraide et la solidarité, laissant le choix à chacun de s'investir comme il le veut/peut dans le collectif. Nous prenons ainsi comme exemple les libertaires d'Espagne de 1936, qui, auto-organisés-es, sont parvenus-es à auto-gérer dispensaires de soins, hôpitaux, cliniques, maternités et même industries pharmaceutiques ! Mais il s'agit pour nous de rendre un tel système pérenne qui ne réponde pas seulement aux éructations de l'histoire.

C'est dans ces perspectives que nous proposons donc ce collectif médecine libertaire, ouvert à tous et toutes. Pour rendre effective nos réflexions et convictions nous organisons des projections, des discussions, des débats... Nous proposons aussi des ateliers plus pratiques (cueillette de plantes sauvages médicinales, initiation à l'Hypnose, formation street medic'...) ainsi que des rencontres autour d'une bouffe pour une prise en charge collective de problèmes en lien avec la médecine, faisant du sujet patient un acteur de sa santé. Nous cherchons à nous inscrire dans des réflexions et des pratiques à long terme, ayant bien conscience que tout est à déconstruire, reconstruire, construire...

Pour nous contacter : mediccaen@riseup.net



Ligne à Grande Vitesse Paris-Normandie : débats publics en octobre 2011

Un projet de Ligne à Grande Vitesse entre Paris et Caen (puis allongé jusqu'à Cherbourg dans un second temps) et entre Paris et Le Havre existe depuis 1992. Sous la pression du Conseil Régional de Basse-Normandie, des élus municipaux de Caen, Cherbourg, Alençon, Flers et Saint-Lô, et dans le contexte de la mise en place du Grand Paris, ce projet se trouve relancé. Ces nouvelles lignes appelleraient de nouvelles constructions de voies de chemin de fer, des réaménagements dans le réseau existant, et de nouvelles gares (notamment à La Défense ou à Nanterre). Les tracés ne sont pas encore connus, mais cela devrait s'accélérer pour qu'ils soient annoncés juste avant les débats publics prévus pour octobre 2011. Quatre tracés sont possibles, tous partant de Paris (Défense ou Nanterre) sur une ligne nouvelle parcourue à 200km/h jusqu'à Mantes ou ses alentours, où les trains accéléreront jusqu'à 250 km/h. La ligne se séparera en deux directions à un endroit non encore connu : vers Rouen et Le Havre, et vers Caen et Cherbourg. Il existe même un projet prévoyant un tunnel sous la Seine. Quoiqu'il en soit : **frénésie de la vitesse, frénésie de la consommation d'énergie (dans une des régions les plus nucléarisés du monde), frénésie de la puissance. Elu-es de droite comme de gauche ont choisi leur camp : capitalisme et industrialisation, c'est-à-dire exploitation, dépossession de nos terres et de nos vies, nuisances industrielles.** Et nous ?

C'est la Commission nationale du débat public, comme d'habitude, qui a été saisie pour les organiser. La mise en service serait prévue entre 2017 et 2025. On peut trouver sur Internet pas mal d'informations et de critiques sur cette fameuse Commission nationale du débat public, et sur la « démocratie participative » en général. Sur Caen, on se souviendra du débat public sur les nanotechnologies en décembre 2009, où une trentaine de soupçonné-es opposant-es se sont vu-es refuser l'accès au lieu de réunion par des vigiles sous les ordres des Renseignements généraux et la protection de flics en tenue antiémeutes... En mai 2010, c'est au tour d'un débat public sur l'EPR de Penly de venir à Caen. Des opposant-es se mettent à applaudir, balancer des slogans et chanter « parole, parole... », dès le début du débat. Celui-ci sera annulé – du moins l'officiel, puisque de multiples discussions informelles s'engagent alors dans la salle.

Pour lancer des discussions préalables à ce pseudo-débat public, nous avons choisi de vous présenter la lutte « No TAV » de la vallée de Susa, dans les Alpes italiennes, où un mouvement populaire résiste à l'implantation d'une Ligne à Grande Vitesse depuis de nombreuses années. « Bien sûr il y a l'uranium et l'amiante qu'ils doivent bouffer avec les futurs travaux, bien sûr il y a le bruit pour vingt ans, bien sûr il y a la montagne éventrée pour le profit de quelques uns. Mais il y a surtout la volonté de préserver envers et contre tout —la technologie, le progrès ou le choix des démocrates élus— un certain rapport à leur environnement et la possibilité de décider par eux-mêmes de leur vie » (A toute allure, brochure trouvée sur infokiosque.net).

La contestation commence par des sabotages dès 1996 (jets de Molotov, incendies volontaires, explosions à la dynamite, vols d'outillage). C'est l'occasion pour les flics d'entretenir une propagande anti-anarchiste et de s'en prendre aux mouvements antiautoritaires. Deux compagnon-es anarchistes (Baleno et Soledad) se sont suicidés dans leur cellule en 1998, après avoir été accusés d'« association subversive ». La troisième personne arrêtée sera relâchée des années après. Des débats publics vont finalement avoir lieu au début des années 2000. Dès lors, manifestations, blocages de route et de trains, grèves générales, affrontements avec les flics, vont se succéder. Le mouvement s'organise assez largement à travers des assemblées générales.

Mais le projet continue. Des terrains vont être expropriés, avec l'aide des flics. En 2005, les premiers sondages vont avoir lieu sous protection policière. La vallée de Susa est occupée militairement, les élèves allant à l'école sont escortés par des carabiniers. Mais la contestation continue et prend de l'ampleur : le dernier jour légal pour opérer ces sondages, une marée humaine empêche les flics et les techniciens d'aller sur les lieux, résiste aux charges policières, des ouvriers débrayent sauvagement pour aller prêter main forte à la population. Les flics se retirent, avant de reprendre tous les terrains le lendemain matin, contrairement à ce qui avait été négocié avec les élus locaux.

Le 6 novembre, la propagande et la répression anti-anarchiste reprennent de plus bel après qu'un colis piégé, laissé désamorcé, est retrouvé. Nous ne polémiquerons pas ici sur ce genre d'évènements opportuns pour l'Etat qui se multiplie en Italie, et qui peuvent laisser penser à des manipulations d'Etat... La Justice prend le relais des flics, qui réoccupent la vallée. Des peines tombent, 15 000 flics occupent une vallée de 50 000 habitants. Malgré tout, 100 000 personnes manifestent le 16 novembre et la grève générale est bien suivie. Pourtant, les syndicats nationaux s'étaient refusés à l'appuyer. Occupations, évacuations par les flics se succèdent. Le 6 décembre, les flics attaquent sauvagement le dernier lieu de sondage occupé. Les églises sonnent le tocsin, une grève générale sauvage commence. Des routes et l'autoroute sont bloquées ; des barricades sont érigées dans les villages. Des habitants de Turin rejoignent la vallée de Susa en solidarité. Le 8 décembre, une bonne partie des 30 000 manifestantEs chargent les flics : le projet de ligne TGV est mis en attente, surtout que les Jeux olympiques de Turin s'annoncent. Aujourd'hui, la résistance est toujours de mise, et le projet loin d'être abandonné...

Mais bordel, où veulent-ils donc aller si vite ?

Un lieu commun voit les montagnardEs comme des personnes tranquilles et pacifiques. Des gens sereins qui vivent dans des endroits préservés. Peut-être les montagnardEs du Val Susa étaient-ils/elles autrefois tranquilles et pacifiques. Depuis quelques temps en revanche, ils/elles sont plutôt enragéEs. Le progrès et l'argent veulent en effet bouffer leur vallée qui, comme beaucoup d'autres endroits du monde, est déjà en piteux état.

C'est à travers le Val Susa que devrait passer la ligne de train TAV/TAC (Train à Grande Vitesse/Train à Grande Capacité, respectivement pour les passagerEs et les marchandises) de Turin à Lyon, faisant partie d'un projet de mobilité « rapide » au niveau européen. En partant de Turin, le train super-rapide devrait traverser un premier tunnel (Musinè-Gravio) de 23 kilomètres de long, pour déboucher dans la Vallée Haute, où un autre tunnel de 53 kilomètres devrait réunir Venaus en Italie à St Jean-de-Maurienne en France. Incroyable, pas vrai ? Ne serait-ce que par la quantité d'amiante et d'uranium qui sortira de ces gros trous, pour se déverser avec la brise du soir sur les villages de la vallée et sur Turin.

La ligne à grande vitesse est présentée dans les médias (en particulier par TG3 et le journal La Stampa, qui appartient à Agnelli le patron de FIAT) comme une bénédiction qui sauverait le Piémont du déclin économique. Des études indépendantes ont pourtant relevé que du point de vue des transports, ce projet est totalement inutile. La ligne ferroviaire déjà existant est à peine exploitée à la moitié de sa capacité. En somme, il suffirait d'investir (et moins) pour maintenir en service la ligne présente. On éviterait entre autre les massacres liés au manque de sécurité, comme celui de Crevalcore ou, par chez nous, de Madonna dell'Olmo.

Il est évident que la construction de lignes à grande vitesse est un banquet exquis préparé pour les grands groupes industriels et financiers. Il suffit de rappeler que parmi les principaux intérêts économiques qui sont derrière le TAV se trouve le clan Agnelli.

Les dommages environnementaux liés à la construction de la nouvelle ligne de train seront énormes pour le Val Susa, avec des nappes phréatiques asséchées par les fouilles, une pollution sonore et, surtout, un million de mètres cubes extraits, contenant de l'amiante et de l'uranium.

Ce qui se traduira pour la santé des habitantEs du Val Susa et des turinoisES par des mésothéliomes (un cancer de la plèvre provoqué par l'inhalation de l'amiante, mortel dans 100% des cas) et des lymphomes (pour être clair, ce dont sont malades les militaires qui ont été exposés aux projectiles à l'uranium au Kosovo).

La population de la vallée lutte depuis des années contre ce projet. Cette opposition tenace a fait patiner pendant des années les sondages à partir desquels partirait la construction de la ligne à

grande vitesse. Au début de l'automne, le gouvernement et les entreprises prestataires ont prévu de donner le feu vert au début des travaux, mais la population occupe désormais depuis des mois les sites où devraient ouvrir les chantiers.

Rappelons la marche du samedi 4 juin 2005, qui a vu défiler 30 000 personnes pour dire aux chefs de bord qu'ils ne voulaient pas entendre parler de grande vitesse.

Rappelons aussi les nombreuses actions de sabotage contre les premiers relevés de terrain, à cheval entre 1997 et 1998. Trois anarchistes furent accusés d'être les auteurs, et dénoncés comme étant des « éco-terroristes » (terme curieux qui définit ceux qui défendent l'environnement contre les griffes du capital). Des années après, le procès s'est terminé sans que les juges puissent prouver leurs accusations, mais deux d'entre eux, Edoardo Massari et Maria Soledad Rosas, étaient déjà morts en incarcération.

Leur fin dramatique nous rend encore plus déterminéEs à ne pas baisser la tête.

Vendredi 9 septembre 2005, de 16 à 20h,
se tiendra un banquet informatif devant la gare.

Parce que nous sommes solidaires avec la lutte contre cette balafre supplémentaire contre
l'environnement
et celles et ceux qui y vivent.

Parce que nous sommes conscientEs que la grande vitesse n'est qu'une des griffes
(qui se nomme ailleurs tunnels, mégas-digues,
infrastructures olympiques, antennes et pylônes, etc.)
avec lesquelles le pouvoir attente à nos vies et à notre terre. Partout.

Parce que nous voulons lancer un signal à ceux qui mettent en place le TAV : même en
dehors du Val Susa,
leur nocivité rencontrera l'hostilité qu'elle mérite.}

10

[Tract italien distribué simultanément dans plusieurs villes alpines avant le début annoncé des travaux en Val Susa, reproduit dans la brochure "À toute allure"]



FUKUSHIMA

SOUS L'ÉPAISSEUR DU SILENCE.

Depuis quelques semaines ce qui continue de se passer à Fukushima est recouvert d'un silence assourdissant. À la fureur du bruit des premiers jours, s'est substituée une campagne de banalisation. Ce qui semble se passer est ce que de nombreux nucléocrates dans un premier temps affolés, ont rapidement appelé de leur vœux : faire croire qu'un désastre de l'ampleur de Fukushima pouvait être maîtrisé, et surtout que tout à chacun devrait maintenant vivre au milieu des ruines. Nous en sommes là !

Pourtant, à Fukushima, la situation est toujours aussi critique, Les réacteurs toujours en fusion continuent de cracher leurs radionucléides. Du césium 137, dont durée de vie et nocivité sont très importantes, est retrouvé un peu partout. Les radioéléments qui ont été balancés à la mer tracent insidieusement leur chemin...

Au 23 mai dernier :

Sur le site de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

Rappel des faits : les trois cœurs des trois réacteurs ont fondus, les enceintes de confinement sont percées, 3 piscines de combustibles usagés, stockées (avant l'accident) au dessus de chaque réacteur, ont été détruites totalement ou partiellement, rendant tout ou partie des barres de combustibles usagés exposée à l'air libre. Irradiation maximale garantie.

Des milliers de tonnes d'eau, versée en permanence depuis presque deux mois sur les 3 réacteurs et la piscine du réacteur 4, s'écoulent et fuient dans l'océan après s'être grandement enrichies en radioactivité. Contamination des océans garantie.

Dorénavant, il faut prendre en compte que les 3 réacteurs sont vraisemblablement passés à l'état de corium, c'est à dire qu'ils ont fondus, et sont en train de fusionner avec leur récipient, avant de peut

être perforer la dalle de béton sur laquelle ils reposent. (source :

<http://sciencepourvousetmoi.blogs.sciencesetavenir.fr/archive/2011/05/12/fukushima-suite-36-accident-maximal-dans-le-reacteur-n-1.html>)

Samedi 14 mai, un ouvrier est décédé suite à un malaise sur le site de la centrale. Il avait une soixantaine d'années n'avait reçu qu'une dose de 0,17 millisieverts. Il était a priori en bonne santé. (source :

<http://www.acro.eu.org/chronoFukushima.html#dos eW>)

Pire que l'accident, la volonté du gouvernement

Le gouvernement japonais rehausse la limite de contamination radioactive à 20 mSv/ an pour les enfants ; en France, cette valeur c'est la dose annuelle maximale pour les adultes qui travaillent dans le nucléaire. Cette valeur c'est aussi 2000 fois la limite pour les adultes, selon l'OMS, d'une exposition à la radioactivité sans effet sur la santé. En réaction, les parents des enfants de la préfecture de Fukushima ont créés un réseau de protection des enfants qui s'oppose aux nouveaux taux fixés par le gouvernement et la préfecture. (source :

<http://fukushima.greenaction-japan.org/2011/05/05/fukushima-parents-create-network-for-protecting-children-from-radiation/>)

Autour de la centrale, dans les zones contaminées

La contamination des sols en Césium radioactif est très forte sur un rayon d'au moins 80 km autour de la centrale de Fukushima (Voir la diapo 6 :

http://energy.gov/news/documents/050611__Joint_DOE_GoJ_AMS_Data_v3.pptx).

En Biélorussie, après l'accident de Tchernobyl, ce niveau de contamination ouvrait le droit à la migration et/ou au relogement de la population (Source :

<http://www.acro.eu.org/chronoFukushima.html#aliments>).

Les légumes produits dans les préfectures voisines de la centrale, Ibaraki et Tochigi, sont toujours

fortement contaminés. Et à la vente sur les marchés.
(source :
<http://www.acro.eu.org/chronoFukushima.html#aliments>)

Les préfectures de Fukushima (2,5 millions d'hab, 13 782 km²), d'Ibaraki (3 millions d'hab, 6095km²) et de Tochigi (2 millions d'hab, 6 408 km²) représentent 7% du territoire japonais et 7,5 millions de personnes, soit 6% de la population du Japon.

Voisine de la préfecture de Tokyo, la préfecture de Kanagawa a encore enregistré la présence de césium sur les aliments, cette fois-ci c'est le thé cultivé qui est contaminé (780 bq à Odawara – limite autorisée 500 Bq/kg) (Source :
http://www3.nhk.or.jp/daily/english/13_39.html).
Et vraisemblablement à la vente sur les marchés. Avec la préfecture de Kanagawa, c'est 7,5 % du territoire japonais qui a été contaminé et 14% de la population.

Sur la pression des parents d'élèves, les sols des cours d'écoles de la préfecture de Fukushima sont retournés pour enterrer la couche superficielle de terre, et tenter de faire baisser les taux de contamination. (Source :
<http://www.acro.eu.org/chronoFukushima.html#sols>)

Électricité au Japon ?

Le mercredi 11 mai, deux mois exactement après le séisme qui a enclenché la catastrophe, 32 réacteurs nucléaires sur 54, soit 60%, ne sont pas branchés sur le réseau électrique : 14 ont été arrêtés le 11 mars et 18 sont en arrêt de maintenance programmée. 6 autres réacteurs ont aussi un arrêt programmé d'ici l'été et la centrale de Hamaoka devrait s'arrêter avant ce week-end. La pénurie d'électricité dans la deuxième puissance mondiale est donc durable. (source :

<http://www.acro.eu.org/chronoFukushima.html#penuries>)

Source : Rebellyon.

<http://rebellyon.info/Japon-l-accident-nucleaire.html>»

Fin mai la situation se détériore encore :

«Fukushima : deux ouvriers fortement contaminés
Avec le passage du typhon au Japon le niveau d'eau a sensiblement augmenté dans les sous-sols des réacteurs n°1, 2 et 3 de la centrale de Fukushima.

Ainsi, dans le réacteur n°1, alors que le niveau était monté de 1,1 centimètre entre le 28 et le 29 mai, avec le passage du typhon le niveau a augmenté de 19,8 centimètres en 24 heures et n'est plus qu'à 50 centimètres du niveau du sol, menaçant donc de déborder.

Dans le bâtiment du réacteur n°2 le niveau est monté de 6,2 centimètres dans une galerie souterraine et de 6,1 centimètres dans le bâtiment turbine, contre une augmentation de 3 centimètres par jour « habituellement ».

Dans le bâtiment du réacteur n°3 , le niveau a monté de 4,4 centimètres dans une galerie souterraine et de 4,2 centimètres dans le bâtiment turbine, contre 3 centimètres par jours précédemment. Le typhon a également obligé l'arrêt des travaux. Par ailleurs, une forte contamination (en iode 131) de la glande thyroïdienne a été détectée hier chez deux ouvriers ayant travaillé sur le site de Fukushima. Les taux de contamination s'élève à 9 760 becquerels pour l'un des travailleurs et à 7 690 pour l'autre. Soit dix fois plus que les autres ouvriers de la centrale. De tels chiffres indiquent qu'ils ont très certainement reçu une dose supérieure à 250 millisieverts. Notons aussi que de nombreux ouvriers ayant travaillé sur le site de Fukushima ont reçu des taux de radiation tels qu'ils ne peuvent plus intervenir sur les autres sites non accidentés. Face à cette situation les autorités japonaises souhaitent revoir la limite de dose admissible pour les travailleurs en supprimant les 50 millisieverts maximum par an pour ne garder que la limite de 100 millisieverts sur 5 ans.
Source : Les liquidateurs du vieux monde.»

On le voit une fois de plus, en matière de nucléaire on a tout intérêt à s'informer de manière autonome. Voici quelques sites où l'on peut pêcher de l'info sur Fukushima et le nucléaire:

Le site du CRAN :

<http://www.anartoka.com/cran/>

Le site Les liquidateurs du vieux monde :

<http://lesliquidateursduvieuxmonde.wordpress.com/>

Le site du laboratoire indépendant la CRIIRAD : <http://www.criirad.org/>

Le site d'un autre laboratoire indépendant, l'ACRO : <http://www.acro.eu.org/>

Le site Infonucléaire : <http://www.dissident-media.org/infonucléaire/>

Rebellyon où des compte-rendus de situation sont régulièrement faits : <http://rebellyon.info/>

RETOUR LAÇUNAIRE SUR L'ACTUALITÉ ANTINUCLÉAIRE BAS NORMANDE ET L'ASSEMBLÉE ANTINUCLÉAIRE DE CAEN.

L'accident de Fukushima n'a pas fait que remettre au cœur du débat la menace nucléaire, il a également réactivé les oppositions au nucléaire et à son monde. Mais dans le même temps qu'il les réactivait, il a souligné leur faiblesse.

Sur Caen c'est fin mars qu'à l'initiative du CRAN et de compagnon-ne-s de la FSE un rassemblement est organisé. Quelques jours plus tôt les organisations écologistes et citoyennistes classiques ont organisé dans l'urgence un rassemblement devant la préfecture. Quelques 300 personnes se sont réunies. Aucune véritables perspectives n'y sont dégagées.

De notre côté nous maintenons un rassemblement déjà appelé plus tôt pour le mercredi 23 mars au soir. Quelques 90 personnes répondent à l'appel.

Un infokiosk et un texte sur l'accident de Fukushima sont mis à disposition des gens venus au rassemblement et des nombreux-euses passant-e-s souvent demandeur-se-s d'informations s'arrêtent pour discuter. La vitrine des locaux d'EDF est recouverte d'affiches antinucléaires et nous faisons un petit tour en ville.

Le lendemain nous appelons à une assemblée antinucléaire. Le but est bien de rompre avec la spécialisation si chère à l'industrie nucléaire et au mouvement antinucléaire. Nous pressentons déjà que face au désastre en cours le mouvement antinucléaire ne propage que le désert. Europe Ecologie engluée dans ses stratégies politiciennes, se lance via Cohn-Bendit sur le terrain glissant du référendum pour une sortie du nucléaire, renvoyant la lutte aux calendes grecs et si possible aux lendemains électoraux qui déchantent, et la sortie du nucléaire à un avenir lointain. Localement Europe Ecologie est encore plus timorée au regard de son expérience de cogestion du nucléaire en Normandie. Quelques mois plus tôt Europe écologie s'est comme de tradition locale abstenue au conseil régional sur un vote de subvention pour le nouveau pôle de recherche et de promotion du nucléaire en Basse-Normandie Nucléopolis. Quant au réseau sorti du nucléaire, il privilégie la lutte médiatique sur les plateaux télé et les émissions radios...

Le 24 mars et les jours suivants l'assemblée de lutte réunira quelques dizaines de participant-e-s, Nous organiserons débats, projections. Autour des accidents nucléaires et de leurs conséquences en diffusant *Le Sacrifice*, *Le Soleil et la mort* avec le collectif médecine libertaire sur les suites de la catastrophe de Tchernobyl, mais également sur les luttes antinucléaires avec la projection de *Des pierres contre des fusils*, sur la bataille contre l'implantation de la centrale de Plogoff. Nous irons perturber un forum sur les métiers du nucléaire à Cherbourg en diffusant un tract sur les dangers du nucléaire. Le 14 mai un rassemblement ne réunit qu'une poignée de participant-e-s sous surveillance policière, G8 oblige.

Le 23 avril à Raids dans la Manche, aux abords du transformateur THT en construction, la chasse aux boulons est ouverte. Plusieurs boulons d'un pylône THT sont démontés sous le regard et les tentatives d'incursion des gendarmes. Cette opération de déboulonnage collectif vise à démontrer que l'opération de construction de ligne THT en cours est déboulonnable et que l'Etat nucléaire est bel et bien vulnérable à la détermination de ces opposant-e-s.

Les boulons sont apportés l'après-midi à la manifestation organisée à Flamanville par la nouvelle coordination antinucléaire régionale (ex stop-epr) et le CRILAN. Cette manifestation regroupe quelques 800 personnes. Des prises de parole ont lieu et des seaux d'eau sont symboliquement jetés sur la pancarte de la centrale de Flamanville, en référence aux trombes d'eau déversées par Tepco, l'opérateur nucléaire japonais, sur la centrale de Fukushima. Un flic est aspergé par un manifestant peu enclin à ce joujou militant...

Aujourd'hui l'assemblée antinucléaire de Caen continue son bonhomme de chemin, de manière moins publique. Mais force est de constater qu'une fois de plus cette assemblée n'a pas réussi à réunir plus large que la frange radicale caennaise. Qu'aujourd'hui une des priorités de la lutte contre le nucléaire consiste bien à rompre

le sentiment d'impuissance régnant au sein même de ceux et celles que le monde nucléaire révolte. En démontrant que celui-ci peut être combattu sur un autre terrain que celui emprunté par les organisations écologistes lobbyistes du réseau sortir du nucléaire en passant par Greenpeace jusqu'à Europe Ecologie.

Et les Etats nucléaristes engagés sur la voie nucléaire semblent bien prompts à sauver leur programme et leur industrie par tous les moyens, à l'image du gouvernement indien tirant sur des manifestant-e-s opposé-e-s au projet de réacteur nucléaire d'AREVA à Jaitapour, ou en France où des militant-e-s de Greenpeace qui occupaient le chantier EPR de Flamanville ont été délogés violemment : "Le 2 mai au soir, les premiers activistes de Greenpeace ayant participé au blocage du chantier EPR de Flamanville sont sortis de garde à vue.

Avec un bilan plus qu'inquiétant : au moins quatre d'entre eux ont subi des violences de la part des forces de l'ordre au moment où ils ont été délogés : un militant a reçu deux décharges de Taser, trois autres ont été frappés et en portent les traces (œil au beurre noir, dent ébréchée). Alors que la gendarmerie déclarait aux journalistes que l'évacuation s'était déroulée sans incident, Greenpeace est inquiète et dénonce la violence témoignée par les « forces de l'ordre ». Deux des activistes ont porté plainte pour violence policière. (...) - Source : Greenpeace".

C'est sur ce terrain de la lutte directe contre le nucléaire et son monde qu'il faut s'engager si l'on veut stopper l'industrie nucléaire et ses complices. Certain-e-s ont déjà commencé...

Un de l'assemblée.

ACTIONS DIRECTES CONTRE LE NUCLEAIRE ET SON MONDE.

14

Rennes – 18 mars : L'agence EDF de Cleunay est occupée durant quelques heures.

Caen – 23 mars : Collage sur les locaux EDF de Caen lors du rassemblement antinucléaire.

Paris – 06 avril : Intrusion à un colloque à l'université Paris Dauphine où l'ancien directeur de l'Agence Internationale de l'Energie, Tatsuo Masuda, venait présenter la situation à Fukushima, Il est recouvert de peinture indélébile.

Rennes – 08 avril : Murage des locaux d'AREVA.

Lille – 08 avril : Manifestation contre la venue de Valérie Faudon, directrice marketing d'AREVA, venue animer un débat sur l'avenir du nucléaire français.

Québec – 13 avril : La représentante régionale d'Hydro-Québec (entreprise publique de l'industrie nucléaire au Québec), Louise Pelletier, a reçu une tarte à la crème en pleine figure à l'ouverture de l'audience publique de la Commission canadienne de sûreté nucléaire

Rennes – 15 avril : appel à saboter le débat sur Fukushima organisé dans le cadre du Forum libération opposant la nucléocrate Koscuisko-Morizet et la gestionnaire du désastre Cécile Duflot.

Madrid – 15 avril : Caillassage des locaux d'Enusa, entreprise espagnole dédiée au nucléaire.

Raids – 23 avril : Déboulonnage de boulons sur un pylone THT.

Hambourg – 26 avril : Une voiture de Vattenfall (entreprise de production d'électricité) est incendiée.

Berlin - 28 avril : Une voiture de Deutsche Bahn (entreprise ferroviaire publique impliquée dans les transports de déchets radioactifs) est incendiée.

Hambourg – 29 avril : 2 voitures de Vattenfall sont incendiées.

Flamanville – 02 mai : Blocage du chantier EPR par Greenpeace.

Berlin – 14 mai : Le siège de Vattenfall est attaqué avec des pierres et de la peinture.

Berlin – 14 mai : La villa des organisateurs du meeting annuel de l'atomic forum qui réunit les défenseurs du nucléaire, industriels et politicien-ne-s, est attaquée aux bombes de peinture.

Berlin – 16 mai : attaque à la bombe de peinture sur le siège de Vattenfall.

Berlin – 17 mai : Des voitures de Deutsche Bahn et de Siemens sont incendiées,

Berne – 16 mai : Locaux du groupe électrique Alpiq et d'une agence de communication vandalisés.

Berlin – 18 mai : Une voiture de Vattenfall est incendiée.

Berlin – 18 mai : Manifestation contre le meeting annuel de l'atomic forum.

Caen – 31 mai : Tags antinucléaires sur l'ASN et l'Ensi Caen et perturbation et annulation d'un forum organisé par Nucléopolis.

FUKUSHIMA :

LE RETOUR D'EXPERIENCE C'EST NOUS !

Depuis le 11 mars dernier le Japon a été confronté à une série de séismes et un tsunami. Au milieu du désastre ambiant plusieurs réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima ont successivement explosé, libérant dans l'atmosphère leurs particules radioactives et de nombreux produits chimiques.

Toujours prisonniers de leur culture du mensonge en matière de nucléaire TEPCO, l'Etat japonais et les Etats nucléaristes n'ont eu de cesse dans un premier temps de minimiser les conséquences du drame. Ainsi, des dizaines d'employés de la firme nucléaire nipponne sont-ils envoyés sur place pour endiguer la fusion du combustible qui n'est plus refroidi, se transformant à l'occasion, comme leurs prédécesseurs soviétiques à Tchernobyl, en liquidateurs de la catastrophe. Ici comme ailleurs, ce sont des travailleurs qui sont envoyés au casse-pipe, parce que dans cette guerre ci, comme dans toutes les autres guerres, ce ne sont jamais ceux qui décident des guerres qui en meurent ! D'ailleurs au quotidien, au Japon comme en France, ce sont des travailleurs précaires, les intérimaires, qui sont les plus exposés aux radiations et contaminations. Au Japon, TEPCO recrute depuis des années des travailleurs démunis, sans attache. Ceux-là sont les principaux sacrifiés de la catastrophe*.

En quelques jours seulement ce sont des milliers de kilomètres carrés qui sont contaminés, tandis que la situation ne cesse d'être critique. Quelques dizaines d'heures seulement après la catastrophe, des traces de Césium 137 sont déjà trouvées par les russes dans la presque île sibérienne proche d'Hokkaido.

Aujourd'hui les premières conséquences sont perceptibles sur les liquidateurs, les populations avoisinantes, l'alimentation, l'eau. TEPCO liquide le drame en balançant des tonnes d'eaux contaminées en mer. Et pendant que le Césium 137, auquel il faut 30 ans pour perdre la moitié de sa nocivité, souille les rues de Tokyo, les médias japonais nous claironnent que rien ne se passe de grave.

Alors qu'ils se présentent comme à leur habitude comme d'éminents techniciens responsables, les nucléocrates bricolent à coup de lances à incendies, d'hélicoptères... Le problème, c'est que nous sommes tous et toutes, japonais et japonaises en première ligne, les cobayes de l'expérience en cours, avec toutes les conséquences que l'on devine :

malformations, leucémies, attente abominable d'éventuelles conséquences, terres souillées pour des millénaires, déplacements de population, etc.

Autour de la centrale, des dizaines de milliers de personnes ont été appelées à se confiner chez elles. Livrées à elles-mêmes, elles attendent que les autorités les aident. Mais comme une mafia chasse l'autre, sur place, les yakusa, mafia japonaise, organise discrètement l'aide aux sinistrés (source AFP).

Et chacun est sommé d'obéir aux ordres. Parce que comme le soulignaient déjà Roger et Bella Belbéocq au moment de Tchernobyl, la catastrophe discipline, d'autant qu'elle ne laisse au quidam d'autres choix que de s'en remettre aux autorités et experts de tous poils...

A noter qu'en France, des plans de gestion de catastrophe sont aussi étudiés, notamment au sein du Codirpa*. La catastrophe c'est la militarisation des conditions d'existence. En plus d'être contaminé, chacun est trié, mesuré, déplacé au gré des interventions expertes. Et, l'on peut présager, si la situation était venue à se dégrader encore un peu plus, comme lors de l'ouragan Katrina de 2003, que si certain-e-s avaient tenté de s'organiser pour survivre en pillant, l'Etat n'aurait pas hésité à tirer !

Bien évidemment, les Etats nucléaristes, associés dans leur entreprise de sauver leurs propres programmes électronucléaires, n'ont eu de cesse de minimiser le drame et de le naturaliser. La catastrophe ne serait due qu'à un aléa sismique. Que ce séisme et le tsunami qui l'a suivi aient été d'une violence inimaginable et donc difficilement prévisible pour nos spécialistes en sûreté nucléaire ne doit pas nous faire oublier qu'en matière de prédictions nos apprentis sorciers n'en sont pas à leur coup d'essai. À Forsmark, en Suède, en 2006, les systèmes de refroidissement de la centrale avaient déjà flanché. Là, pas de tsunami, mais un court-circuit électrique qui aurait pu provoquer la fusion du réacteur. Au Blayais en 1999, c'est la tempête qui là aussi crée une vague non imaginée par les autorités de sûreté, vague qui envahit la centrale*...

Ce jeu terrifiant d'apprentis sorcier se vérifie au quotidien, dans la gestion même du nucléaire. Ce sont plusieurs centaines de ce qu'ils nomment pudiquement « incidents » qui ont lieu chaque

années. Certains exposant les travailleurs, souvent les intérimaires, d'autres les populations avoisinantes comme lors des rejets de la centrale du Tricastin dans la Drôme en 2008*.

Mais au-delà de ces « incidents », le nucléaire en fonctionnement dit « normal » dissémine déjà la mort. L'excès de leucémies révélé par l'épidémiologiste JF Viel autour du centre de retraitement de La Hague en 95 restera par exemple lettre morte*, démenti par une étude de commande pro-nucléaire, la commission Sugier. Les exemples sont légions tout comme les moyens plus ou moins subtils de se débarrasser de déchets faiblement ou plus significativement radioactifs : fabrication de casseroles à Feursmetal, dissémination de remblais pour les routes, construction de munitions à uranium appauvri*...

Ici comme ailleurs, en matière de nucléaire la main qui contrôle via les autorités de sûreté est la même que celle qui assassine, de l'OMS à l'AIEA en passant par l'ASN*.

Loin de remettre en cause le désastre ces incidents deviennent une sorte de routine nucléaire. Dès lors, comme pour le Rhinocéros de Ionesco, si d'abord la maladie qui transforme les protagonistes du drame en Rhinocéros préoccupe et inquiète, très rapidement elle devient un décor familier du quotidien. D'autant plus qu'en matière de nucléaire les conséquences des drames ne se voient pas et sont reportées dans l'avenir et qu'il n'y a d'autres choix que de s'en remettre aux experts ou contre-experts de tous poils et à leurs litanies plus ou moins obscures.

Malgré l'omerta dont les tenants de l'industrie nucléaire recouvre le drame, il semble que la donne est en partie changée depuis la stratégie ouvertement mensongère de Tchernobyl. Au silence s'est substitué le bruit. Très rapidement les autorités nucléaires surcommuniquent sans nier le caractère préoccupant et grave de l'accident en cours. Il n'y a guère que Besson pour maintenir le cap de l'accident maîtrisable... tandis que sous ses yeux pètent un à un les réacteurs, l'urgence consiste à sauver le soldat nucléaire.

La situation est d'autant plus critique que les mesures prises sont dérisoires au regard de la catastrophe en cours. Comment faire avaler la pilule d'iode quand on sait déjà que partout se disséminent les radioéléments à vie longue ?

Prendre la parole et laisser filtrer quelques bribes de la catastrophe pour que les interlocuteur-trice-s ne soient pas les antinucléaires.

Depuis Tchernobyl, les nucléocrates se sont entourés

de chargés de communication qui n'ont eu dès lors de cesse de nous faire gober que l'industrie mortifère qui les rémunère grassement serait dorénavant transparente, et d'associer en bon « démocrates » de leurs adversaires à leur entreprise : débats publics, conférences de consensus, commissions d'expertise ou d'information (CORE, Codirpa, Sage...), etc*. Entreprise que les plus crétins ou les plus serviles se sont empressés de rejoindre.

Le véritable objectif de cette « perestroïka » est double : regagner la confiance de l'opinion et se donner un vernis démocrate d'une part, et d'autre part se présenter de nouveau comme des interlocuteurs responsables. Sarkozy annonce lors de sa visite au Japon fin mars la couleur. AREVA et les nucléocrates français interviendront au Japon et en France. Les dispositifs de sécurité seront renforcés sur les sites nucléaires. Comme pour toute crise, les pompiers pyromanes reprennent les affaires en main. Fukushima offre également à nos destructeurs de monde l'occasion d'affirmer une stratégie déjà rodée lors de la gestion post-accidentelle de Tchernobyl : nous apprendre à vivre en zone contaminée. Ce n'est plus la possibilité de l'accident qui est niée.

L'accident nucléaire est soudainement présenté comme un accident industriel comme un autre, contingent à nos modes de vie, un coût à payer pour que le monde continue de tourner comme il tourne. Et sur ce marché de la vie amputée, de la sécurité nucléaire à la pseudo-dépollution nos entreprises du nucléaire, d'AREVA à Vinci en passant par Bouygues, se positionnent déjà. La catastrophe est un marché comme un autre.

Et comme après chaque accident majeur, les seuils de contamination et d'irradiation radioactifs deviennent plus difficiles à tenir, leur dernière trouvaille eu égard à l'accident est de relever les seuils de contamination des aliments*. Quant à la menace terroriste, elle ne sert il y a de cela quelques mois qu'à élargir l'étendue du secret défense en matière de nucléaire et ainsi faire taire toute opposition.

Le but est bel et bien de faire durer la petite entreprise nucléaire telle qu'elle tourne au désastre. Et Sarkozy, avec le même zèle que ses prédécesseurs de gauche comme de droite, se transforme en VPR du nucléaire et des intérêts économiques colossaux de ses industriels. Et il n'est pas en reste en matière de défense du complexe militaro-industriel nucléaire. Il faut dire que les frontières entre civil et militaire sont souvent bien poreuses.

Le nucléaire c'est un Monde qui dépasse ses simples installations et leur nuisances. Il se prolonge bien au-

delà de leur environnement immédiat, des lignes THT, au développement des lignes TGV, en passant par nos décors high-tech, nos villes illuminées, sans oublier bien évidemment le soutien de dictatures qui permettent de récupérer de l'uranium comme au Niger, et les guerres avec leurs menaces atomiques permanentes et leurs résidus d'uranium appauvri. Avec sa continuation et sa relance il s'agit surtout de prolonger la société qui ne cesse de nous broyer avec ses flux de marchandises et d'énergie, ses OGM, ses nanotechnologies, ses centres de rétention, ses rapports de pouvoir et d'exploitation... Les tenants du nucléaire tentent de nous faire accepter ces cauchemars comme une fatalité, une sorte de nouvelle religion.

Face au désastre, les écologistes n'en appellent qu'à une meilleure gestion de l'existant et une sortie longue du programme nucléaire. Le réseau sortir du nucléaire demande la fermeture des centrales les plus vieilles dont le lobby tente de prolonger la durée de vie. Mais quid des autres centrales, de leurs rejets quotidiens et des menaces qu'elles font peser sur nos têtes ? Europe Ecologie, suivant en la circonstance la douce pente déjà empruntée par les Verts et ses jeux d'alliances politiciennes, continue de promouvoir des réformes qui ne sont que suites de défaites et de compromis. De l'abstention au Conseil régional de Basse-Normandie en 2004 sur l'EPR au vote de crédits au nouveau pôle de compétitivité nucléaire Nucléopolis basé à Caen en passant par le « 1€ pour ITER, 1€ pour le renouvelable » de la région PACA *, cette voie n'a pourtant jamais arrêté de montrer son véritable visage. Aujourd'hui encore ils nous proposent une sortie en 30 ans et des audits sur les centrales associant des experts indépendants... comme si le nucléaire entre temps allait soudainement cesser d'être dangereux. Et tout ça pour que continue de tourner la machine capitaliste et sa voracité énergétique. Que le moins mauvais des mondes où l'on nous enferme ne nous permette de choisir qu'entre charbon, nucléaire ou éoliennes industrielles montre bien dans quelle impasse nous sommes, et ce à quoi cette écologie nous intime de renoncer : à changer ce monde.

Rien d'étonnant de retrouver dans ces sauveteurs transformés en promoteurs de la gestion du désastre, les écologistes entrepreneuriaux de Greenpeace ou l'hélicologiste sponsorisé par EDF, Nicolas Hulot. Ceux et celles-là ne cherchent pas tant à renverser ce

monde qu'à le prolonger un peu plus longtemps et à faire fructifier les marchés juteux du capitalisme vert. Dès lors, les écologistes d'Etat rivalisent d'imagination avec les nucléocrates pour que surtout tout reste entre leurs mains : du côté des nucléocrates l'acceptation, du leur la contestation. Et les luttes ne sont plus que lobbying, demande à l'Etat, jeu électoral et institutionnel. Ne nous faisons pas d'illusions, ils nous demanderont sûrement de nous mobiliser au moment de la campagne présidentielle tout en propageant aujourd'hui le désert sur le front des luttes antinucléaires. Au sinistre répond le cynisme.

L'autre piège tendu par la situation et dans lequel s'engouffrent nombre d'écologistes sincères est celui d'imposer un référendum. Pas seulement parce qu'il serait organisé dans de mauvaises conditions sous l'égide des médias, tous liés au lobby nucléaire, ni parce que comme le traité européen s'il s'avérait négatif pour le pouvoir, il serait immédiatement remis en cause; mais surtout parce que cette demande s'intègre parfaitement à la stratégie des promoteurs du nucléaire en ce qui concerne la démocratie et la transparence. Que sur ce terrain les nucléocrates aient beau jeu de nous offrir un succédané de démocratie via des débats publics, des conférences citoyennes, tout ce fatras publicitaire visant à nous faire taire. Leur démocratie c'est cause toujours...

Face au nucléaire et au monde dans lequel il ne cesse de proliférer, nous n'avons d'autres alternatives que de nous mobiliser. Parce que face au désastre, il ne suffit pas de s'indigner. Les « révoltes arabes » comme les récents mouvements contre les mesures d'austérité en Europe nous ont montré qu'il existe un au-delà de la résignation et que le goût de la liberté reste bien vivant.

Nous auto-organiser dans des assemblées, mettre en place des actions qui permettent de montrer que derrière la machine nucléaire, il y a des hommes et des choix, contrecarrer les gestionnaires du désastre, voilà ce que nous entendons faire et ce que nous appelons à faire partout ■

■ **Assemblée antinucléaire de Caen, avril 2011**

* **Infos complémentaire sur**

<http://www.anartoka.com/cran/>

Pour nous contacter : CRAN@no-log.org

ARRÊTONS L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE AVANT QU'ELLE NE NOUS DÉTRUISE...

L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE TOUT AUTANT QU'ELLE PROPAGE LA MORT a le don de nous faire oublier que derrière elle il y a des hommes et des femmes en chair et en os et des choix.

L'industrie nucléaire c'est notamment :

Des exploitants EDF, ANDRA et AREVA qui exploitent centrales, centre de retraitement, mines d'uranium ou centre d'enfouissement.

Des constructeurs comme BOUYGUES, ou VINCI.

Des actionnaires ou des soutiens financiers comme TOTAL ou BNP-PARIS-BAS.

Des agences d'intérim qui recrutent des intérimaires envoyés sur les zones et les travaux les plus «sensibles», comme RANDSTADT, ADECCO, CRIT-INTERIM, SYNERGIE.

Des formations d'ingénieurs ou de travailleurs comme APAVE, l'ENSI, INSTN-CEA, l'Université de Caen, etc.

La construction de sous marins atomiques ou d'armement comme à la DNCS.

Des promoteurs de l'énergie nucléaire comme le nouveau pôle de compétitivité nucléaire bas-normand NUCLEOPOLIS.

Des partis politiques qui soutiennent le programme nucléaire comme l'UMP, le FN, le PS, le PC, etc

L'Etat et les collectivités locales comme les conseils régionaux, municipaux ou généraux qui participent activement au développement du nucléaire.

La police et l'armée qui aident à museler l'opposition au nucléaire.

Des entreprises sous traitantes de maintenance comme SPIE-NUCLÉAIRE, ENDEL, DERICHEBOURG, etc.

Des pseudo contrôleurs du nucléaire comme l'ASN.

De la recherche nucléaire comme pour ITER, CYCERON, le CERN ou le GANIL.

Face au nucléaire et au monde dans lequel il ne cesse de proliférer, nous n'avons d'autres alternatives que de nous mobiliser. Parce que face au désastre, il ne suffit pas de s'indigner. Les « révoltes arabes » comme les récents mouvements contre les mesures d'austérité en Europe nous ont montré qu'il existe un au-delà de la résignation et que le goût de la liberté reste bien vivant. Nous auto-organiser dans des assemblées, mettre en place des actions qui permettent de montrer que derrière la machine nucléaire, il y a des hommes et des choix, contrecarrer les gestionnaires du désastre, voilà ce que nous entendons faire et ce que nous appelons à faire partout



CONTRE NUCLEOPOLIS ET SON MONDE.

Le 31 mai dernier le forum passerelles et développement organisé conjointement par Miriade, organisme qui vise à rapprocher recherche et entreprise et Nucléopolis, le nouveau pôle normand de sciences nucléaires visant à vendre la filière nucléaire en Basse-normandie a été perturbé. Au vue des perturbations - notre présence potache - les organisateur-trice-s de cette joyeuse sauterie publicitaire ont préféré annuler leurs agapes faisandées. Le tract suivant a été distribué sur place :

ALL NUCLEOCRATS ARE BASTARDS !

Aujourd'hui, 31 mai, Nucleopolis, organise à Caen une de ces rencontres qui sont censées faire rayonner de concert industrie et recherche nucléaire au-delà des frontières normandes. Car si les nuages radioactifs s'arrêtent docilement aux frontières françaises, les profits nucléocratiques semblent, quant à eux, être voués à ne connaître aucune limite : ni celles des désastres en cours de Fukushima à Tchernobyl en passant par ceux qui se propagent plus discrètement au quotidien autour des installations nucléaires, ni celles des millénaires de durée de vie des radioéléments que ces industries disséminent.

Nucleopolis est la dernière trouvaille des promoteurs du délire nucléaire en Basse-Normandie. Ce pôle normand de science nucléaire, né le 19 septembre dernier, unit les différents acteurs du nucléaire en Normandie. L'idée est de faire de la Basse-Normandie un pôle de compétitivité dans le domaine. S'y sont associés 45 membres. Des entreprises du nucléaire comme AREVA ou EDF, des PME, des laboratoires de recherche comme le GANIL ou Cyceron, l'école d'ingénieurs en nucléaire de l'Ensi-Caen, des collectivités locales. Le but : « Vendre la filière nucléaire normande à l'extérieur. Nous avons le savoir-faire. Il faut le faire savoir. »

Aujourd'hui, le forum Passerelles R&D organisé par MIRIADE, Mission Régionale pour l'Innovation et l'Action de Développement Economique, avec le soutien de Nucleopolis, vise à faire se rencontrer industriels et chercheurs

du nucléaire. Et le but est clair : « Multiplier et faire réussir les projets innovants et offensifs des entreprises et des entités de recherche et développement, de conseil et d'enseignement supérieur de Basse-Normandie. » (source : Miriade). Les laboratoires présents dans ce forum prennent donc part à l'entreprise libérale qui vise à renforcer la complicité entre industriels et recherche. Ils servent à la fois de caution et de ressources pour de nouvelles innovations, pour que nucléaire et capitalisme continuent de concert de pourrir la planète et nos vies.

Et ces recherches nucléaires ne sont pas sans conséquence plus directe sur nos propres vies. Ainsi, sur Caen, le GANIL, accélérateur de particule expérimental, doit être étendu. Avec son extension, une augmentation significative des rejets radioactifs gazeux devrait également être à l'ordre du jour. Il a fait l'objet d'une enquête publique rondement menée l'été dernier en plein mois de juillet... alors que le GSIEN, groupements de scientifiques indépendants s'alarmait d'éventuels effets nocifs sur la santé des populations avoisinantes. Aujourd'hui les travaux de Spiral 2, le nouveau GANIL, ont débuté. Et avec ces rejets ce sont les effets des faibles doses radioactives qui sont remis à l'ordre du jour. Comme pour ces travailleurs du CERN qui jadis furent contaminés ou ces travailleurs du nucléaire soumis à des contaminations

régulières. Par ailleurs, ce genre de laboratoires n'est pas exempt d'accidents. Les irradiés de Forbach contaminés alors qu'ils travaillaient auprès d'un accélérateur d'électrons l'ont vécu dans leur chair.

Nous ne nous étonnons plus de voir la recherche « critique » du nucléaire devenue cogestionnaire s'attabler avec les industriels du désastre. Ainsi, le CERREV, centre d'études et de recherches socio-anthropologiques sur les risques et les vulnérabilités, a-t-il rejoint ce cynique banquet. Plus tôt, toujours dans les bons coups lorsqu'il s'agit de mollir face au nucléocrates, Europe Ecologie s'était de son côté abstenue, à l'exception d'une de ces élu-e-s lors du vote de subvention en faveur de Nucléopolis au Conseil Régional.

Dans le meilleur des mondes du nucléaire, on échange ainsi les derniers bons plans industriels. AREVA va ainsi soutenir TEPCO à Fukushima où les seuils admissibles pour les enfants sont relevés au niveau de ceux des travailleurs du nucléaire en France. Tandis que dans le plus grand silence, les radionucléides, du Césium 137 aux premières traces de Corium retrouvées dans les réacteurs qui ont subi la fusion de leur cœur, se disséminent partout, et qu'un premier liquidateur de la catastrophe est mort il y a peu...

Et sur ce marché de la vie amputée, de la sécurité nucléaire à la pseudo-dépollution, nos entreprises du nucléaire, d'AREVA à Vinci en passant par Bouygues, et nos laboratoires avides de débouchés, du CEA au CERREV, se positionnent déjà. La catastrophe est un marché comme un autre.

Parce que le nucléaire est un monde qui dépasse ses installations et ses nuisances, avec ses protagonistes, ses défenseurs et ses mensonges, nous entendons bien perturber ce forum !

Quelques farouches opposant-e-s à l'industrie nucléaire,
31 mai 2011, Caen

* Infos complémentaires sur <http://www.anartoka.com/cran/>
Pour nous contacter : CRAN@no-log.org

Le Bonimenteur:



...Long terme irradié...

Les AMAP : espoirs et désillusions

Les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne relèvent d'une articulation ville-campagne. Les consommateurs sont essentiellement urbains (sans doute parce que dans les campagnes persistent des réseaux d'échange et de solidarité ancrés dans le temps et qui n'ont pas besoin de se formaliser, comme pour retrouver un arrière-goût de ce qui a été perdu), tandis que les producteurs sont évidemment en grande majorité en zone rurale ou périurbaine.

Les AMAP sont des systèmes de production et de distribution alternatifs qui mettent en lien direct des agriculteurs et des consommateurs. Un producteur propose chaque semaine à un ensemble de consommateurs adhérents de l'association, un « panier » de produits dont la composition est fonction de la production et aussi de ses irrégularités.

Les consommateurs s'engagent à acheter le panier toute la durée de la saison et à la prépayer, ce qui garantit au producteur l'écoulement de sa récolte et son revenu. Le producteur quant à lui garantit aux consommateurs la fraîcheur des produits et un mode de production respectueux de l'environnement.

L'idée est donc de mettre en lien direct des producteurs et des consommateurs, voire dans certains cas de remettre en cause cette distinction. Ensemble, ils s'organisent à la fois pour obtenir une alimentation saine, goûteuse et suffisante, et pour garantir une certaine sécurité aux producteurs largement en position de faiblesse face à l'industrie agro-alimentaire. C'est donc un contrat solidaire, basé sur l'engagement financier des consommateurs. L'association quant à elle repose essentiellement sur l'implication des bénévoles. L'origine des AMAP diffère selon les versions. Pour Lamine, « dans cette diversité, une constante : un couple de fermiers accortes, Denise et Daniel Vuillon, leur ferme d'Olliaches, symbolique non seulement parce que c'est celle où fût fondée la première AMAP au printemps 2001,

mais aussi parce qu'elle fut longtemps menacée par la création d'une ligne de tramway et plus largement par l'urbanisation galopante »¹.

Cette expérience, initiée aussi par ATTAC, est influencée par les Community Supported Agriculture (CSA) des Etats-Unis (préachat de la récolte par un groupe de consommateurs). Il en existe des semblables au Japon également depuis longtemps. Ce type d'initiatives aurait été rapporté suite à un voyage aux Etats-Unis de ce couple de fermiers.

Tout le monde s'accorde à dire que les AMAP ont aujourd'hui le vent en poupe. Les interrogations sur l'alimentation industrielle, les événements type « vache folle » ainsi que la médiatisation de certaines luttes (contre les Organismes Génétiquement Modifiés par exemple), en lien avec le développement des préoccupations écologistes, en sont probablement les principaux vecteurs.

« À l'automne 2007, il y a plus d'une centaine d'AMAP en PACA, la région fondatrice, une cinquantaine en Ile-de-France, région où la demande citadine est également marquée, de 70 à 80 en Midi-Pyrénées et en Rhône-Alpes, beaucoup moins dans certaines régions soit plus rurales, soit où la dynamique n'a tout simplement pas « pris »². En tout, il y aurait de 500 à 700 AMAP en fin d'année 2007, concernant environ 100 000 consommateurs et plusieurs centaines de producteurs, ajoute Lamine³.

On peut estimer que le nombre a encore augmenté aujourd'hui. Ce succès est aussi une de leur limite : des listes d'attente de consommateurs existent face au nombre restreint de producteurs prêts à franchir le pas de cette démarche. Le succès qui amène des consommateurs est bien plus rapide que celui des producteurs. Par ailleurs, leur succès peut faciliter certaines dérives sur lesquelles nous reviendrons.

a) L'AMAP d'Hérouville-Saint-Clair et

« les Paniers de la Dives »

L'AMAP d'Hérouville est en fait un site amapien qui dépend des « Paniers de la Dives », et n'est pas une association indépendante. Sur les dix-neuf AMAP répertoriées sur le site des AMAP du Calvados en 2011, sept dépendent de l'association des « Paniers de la Dives ».

Si la convivialité et le refus de l'acte de consommation classique sont annoncés comme principes dans les AMAP, la réalité peut être toute autre. En arrivant dans la cave prêtée par un associé pour la distribution des paniers, il semble que le moment de partage soit largement remplacé dans cette association par une reproduction d'achat/vente presque classique.

Les amapiens viennent récupérer leur panier chacun leur tour et repartent immédiatement. Ils ne font que se croiser, et pour ce que nous en avons vu, il existe très peu d'interactions entre eux. D'ailleurs, pour certains, ils ne se connaissent pas entre eux.

Dès le départ, l'organisation de l'association semble opaque, pas seulement pour nous, mais aussi pour les bénéficiaires/bénévoles qui gèrent à tour de rôle la distribution des paniers. « J'ignore beaucoup de choses sur le fonctionnement au « haut niveau » », confirme l'une des bénévoles. Pour cause, l'AMAP d'Hérouville-Saint-Clair n'est qu'une sous-division de l'association des Paniers de la Dives. Cette dernière s'est séparée en plusieurs entités territoriales, à la fois pour conserver la proximité chère aux AMAP, mais aussi pour faire face à l'afflux de gens intéressés par la démarche. En 2004, date de création de cette association, vingt-cinq familles, trois producteurs biologiques (légumes, pommes et œufs) et un boulanger bio sont de la partie. En 2011, sept AMAP différentes dépendent des Paniers de la Dives, de vingt à trente familles chacune, pour un total d'environ deux-cents familles. Et beaucoup de familles sont sur liste d'attente...

Il y a une assemblée générale annuelle. Un Conseil d'Administration dirige l'association, conseil qui se réunit au moins une fois par trimestre. Celui-ci est composé des membres élus du Bureau (président, secrétaire, trésorier) et des délégués mandatés par chaque AMAP local. La participation est inégale, certains étant très investis, d'autres beaucoup moins, et très souvent les nouveaux venus témoignent d'une absence de connaissances sur l'association et de difficultés pour entrer de plain-

pied dans le fonctionnement des Paniers de la Dives.

En fait, le fonctionnement de l'association semble en partie délégué à quelques uns, et, plus grave encore, la connaissance des modes de production et la provenance des produits du panier sont parfois mal connus : certains consommateurs ont été dans l'incapacité de nous répondre.

Or, si un seul principe des AMAP devrait être conservé, ce serait probablement celui-là. Mais cette critique ne doit pas être généralisée.

L'association des Paniers de la Dives peut parfois sembler se rapprocher d'un quasi-appareil associatif, avec la bureaucratie qui va avec. Toutefois, les Paniers de la Dives conservent largement un fonctionnement associatif et horizontal. On peut dire que s'y mêlent une certaine forme de centralisation et une sorte de fédéralisme inachevé.

Le fait de se regrouper au sein d'une même association pour différentes AMAP, qui conservent une certaine autonomie, permet aussi de se partager les mêmes producteurs. Pour les producteurs, cela leur permet de vendre davantage sur le réseau AMAP, voire de ne plus passer par les circuits classiques. S'il y a des dérives de bureaucratisation, il y a des avantages à se regrouper : « partage de ressources, outil commun de commande, économie de temps de traitement des commandes, entraide entre groupes... »

L'association des Paniers de la Dives demande aux adhérents de s'acquitter d'une adhésion annuelle de 10E, ou de 5E à partir du mois de juillet. Ces cotisations sont la seule source de financement dont dispose l'AMAP, qui est totalement indépendante économiquement. Les commandes sont pour un trimestre au minimum, et sont faites en début de trimestre sur le site du réseau des « Paniers de la Dives ». Les commandes sont donc planifiées. Toute annulation est impossible.

Le fait que les commandes se fassent par ordinateur peut cependant exclure de fait une partie de la population. Un ordinateur a un coût non négligeable et la connexion Internet aussi. Les règlements s'effectuent par chèque en début de trimestre. Il est toutefois possible de payer en trois fois les commandes de légumes. Les livraisons sont hebdomadaires, et ont lieu tous les vendredi soirs entre 17H30 et 18H30 à Hérouville-Saint-Clair. Les adhérents viennent dans ce local chercher leur panier.

Les tarifs sont les suivants : 10E le panier de

légumes pour la semaine, 3,15E le pain de 750g, 2E le litre de jus de pomme, 2,02E les six œufs, 3,25E le camembert, 2,25E le beurre de 250g, 2,25E le chèvre frais, 7E le pot de miel de 1kg, 6,20E le pain d'épice, 1,10E le litre de lait demi-écrémé.

Il y a parfois des achats groupés de viande bio sous vide. Les comparatifs avec les supermarchés montrent une différence nette : 1,40E le litre de jus de pomme (concentré), 1,65E les six œufs (plein air), 1,50E le beurre de 250g, 0,80E le litre de lait etc.

Les prix de l'AMAP sont plus chers que les légumes conventionnels, mais ils restent très concurrentiels quand nous prenons des produits bios de supermarché comme comparatif. C'est l'agriculture biologique qui est plus chère, pas la démarche associative « AMAP ». Au contraire, elle semble convenir tant aux consommateurs et aux producteurs. Pour autant, on est loin d'une accessibilité large... Les plus pauvres en sont clairement exclus.

Un producteur des Paniers de la Dives témoigne d'une relation entre producteur et consommateur différente : des visites à la ferme sont organisées, il y a une participation des volontaires aux travaux agricoles et aux récoltes, des journées festives sont organisées...

« Ce n'est pas un simple rôle de consommateur. Il y a des échanges avec le producteur et les autres consommateurs. Ceux qui sont consommateurs ne restent pas longtemps ». Voilà qui relativise les critiques émises préalablement.

Toutefois, le « militantisme » tend à décroître avec le succès grandissant des AMAP. Un producteur y voit des aspects bénéfiques, notamment en terme de reconnaissance et de développement : « le cercle des militants s'est élargi. On a davantage des gens qui sont plus conscients par l'environnement que la santé au sens strict. Autant auparavant, il y avait surtout des militants associatifs, maintenant c'est un mouvement de fond qui se poursuit, via des partenariats avec certaines municipalités ».

Mais il ajoute aussi qu'il y a une baisse des activités plus militantes qui avaient lieu au début, comme des débats et des projections de documentaires. L'aspect le plus politique de la démarche s'efface, les activités se resserrant sur le seul aspect de consommation alternative. On peut donc dire que les bénéficiaires des paniers restent largement des consommateurs, et les AMAP restent pris dans le prisme de l'économie classique.

Le fait qu'une partie non négligeable des courses de la semaine soit déjà emballée, prête à être

récupérée, et disponible en une seule fois dans un même lieu, n'est pas étranger au succès des AMAP. Le gain de temps vient tout autant jouer dans les motivations de certains consommateurs que celui sur la qualité des aliments.

Quant aux motivations politiques, sociales et écologistes, elles sont largement mises au second plan. Comme nous le disait un amapien, « en plus, c'est écolo et ça aide les petits producteurs ». L'important ici est bien le « en plus » qui fait passer au second rang les valeurs de l'association, et donne la primauté à « l'intérêt à » utilitaire.

Certes, on pourrait dire que le succès des AMAP vient justement de la concordance entre les intérêts particuliers des amapiens et les valeurs. Il est évident que l'importance de la dimension politique, du sens donné aux actions et aux pratiques réellement démocratiques au sein d'une association libre, ne doit pas faire oublier naïvement les logiques d'intérêt. Mais on peut tout aussi bien considérer qu'ici, la démarche politique se trouve dénaturée en passant au second plan.

Cette AMAP montre les risques de dysfonctionnements de ce réseau AMAP qui se voulait politique au départ. Aujourd'hui, il ne s'agit quasiment plus que de commander des paniers « bio » de chez soi, par ordinateur. Le succès des AMAP a occulté la dimension la plus (anti)politique.

b) Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains et AMAP du pays nantais

Nous allons voir à travers deux autres exemples la confirmation des contradictions dans lesquelles les initiatives amapiennes peuvent tomber. L'exemple du Groupe d'Achat Solidaire des Pays Lorrains, dans le bassin de Longwy, montre aussi les limites de l'économie solidaire et la permanence des activités dans les catégories économiques et inégalitaires du système dominant.

Un témoignage paru dans Courant Alternatif n°198 de mars 2010 rapporte qu'à aucun moment ce qui devait être une AMAP à l'origine ne s'est interrogée sur les modes de production et de consommation en général ou sur les inégalités : « leur seule affirmation : « je ne veux plus manger de produits chimiques », j'ajoute : comme tout le monde »4.

Et surtout, à aucun moment la question des conditions de travail des salariés dans l'agriculture française, même et surtout en « bio », n'a été abordée. Encore moins des volontés de se diriger vers des pratiques d'autoproduction. Ce témoin,

acteur du projet, de continuer : « l'être humain a ses contradictions qui dénote une certaine démarche individuelle et individualiste »⁵.

Face aux difficultés d'approvisionnement (absence de maraîchage « bio » localement), l'AMAP de 130 adhérents se transforme en Groupe d'Achat Solidaire et va commander les produits à des organismes labélisés de commerce équitable et en Belgique. Outre la contradiction du fait du transport nécessaire, cela va alourdir considérablement l'organisation interne. Deux personnes sont embauchées en contrat précaire, tandis que des marges de 15% sont établies sur chaque produit, déjà d'un certain coût, pour faire face aux enjeux financiers. Le prix des denrées augmente rapidement, réinstaurant des inégalités et de l'exclusion. Clairement, les classes populaires sont absentes de l'association. Par ailleurs, les adhérents vont d'autant plus reproduire une attitude de consommation qu'ils ont délégué l'organisation aux deux salariés. Une contradiction pour une association qui incite à devenir un « consom'acteur ». L'auteur de l'article compare alors le GAS à la grande distribution, certes en plus petit, mais qui reproduit les mêmes logiques : salariés précaires, consommation « passive », transport, marges etc. D'autres initiatives réussissent mieux. Mais voilà un exemple qui démontre les limites de l'économie solidaire quand elle ne questionne pas le système capitaliste dans son ensemble et reste dans une sorte de démarche minimaliste « à la mode ». Surtout qu'elle ne vient que s'ajouter à la consommation dans les supermarchés pour les adhérents, du fait de la faible fréquence et diversité des paniers distribués.

La revue Z (n°4, automne 2010) nous offre un deuxième exemple. Lors de leur enquête à Notre-Dame-des-Landes et aux alentours, les auteurs sont allés à la rencontre de plusieurs AMAP de la région nantaise. Ils y découvrent le même apolitisme et les mêmes dérives qu'à Longwy. Une association nantaise, la Coopérative participative, lance un appel aux AMAP de la région (il y en a 62 en 2009, ce qui dévoile l'engouement pour ces initiatives) pour s'opposer au projet d'aéroport international à Notre-Dame-des-Landes. Celui-ci menace en effet d'expulser une centaine de paysans. Nous sommes donc bien dans une démarche de « maintien de l'agriculture paysanne »... Pour autant, une seule AMAP suit cet appel⁶. Voilà qui montre bien l'apolitisme de

ces initiatives d'économie solidaire.

Et là encore, ce n'est pas sans lien avec des attitudes de consommation que dénonce un boulanger qui livre son pain dans plusieurs AMAP : « C'est dommage, c'est plus un mode de consommation qu'un mouvement politique ou qu'un véritable engagement. Ça arrange bien les amapiens de venir chercher un panier plutôt que d'aller au marché, ou d'aller dans un magasin. C'est déjà mieux que d'aller en grande surface, mais le comportement des gens n'est pas toujours très différent : ils viennent, prennent leur panier et se cassent »⁷.

Cet état de fait est confirmé par un paysan qui connaît le réseau des AMAP dans le bocage normand : « les amapiens, c'est une nuée de sauterelles ! Ils débarquent, prennent leur panier et repartent. » L'articulation ville/campagne et l'amointrissement de la séparation producteur – consommateur en prennent un sacré coup ! Par ailleurs à Nantes, cet apolitisme est peut-être renforcé par une certaine remise en cause de l'indépendance des AMAP. Les distributions sont souvent faites dans les écoles municipales afin de développer la « clientèle », à la demande de la Mairie. Le succès des AMAP suscite l'intérêt des politiques, et de fait entraîne des menaces d'instrumentalisation et, en tout cas, le fait de faire face à des stratégies politiciennes de récupération à court terme.

De nombreux projets de réaménagement urbain Haute Qualité Environnementale intègrent le développement d'AMAP, de manière verticale, oubliant l'histoire et les valeurs de celles-ci comme étant constituées par les personnes elles-mêmes, et de façon indépendante de pouvoirs publics.

C'est le cas par exemple avec le projet de construction du nouvel aéroport international de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes. Autant de questions et de fragilités qui risquent de faire bifurquer les AMAP dans un circuit alternatif de l'économie qui reproduit pourtant les mêmes tares. Le fait que le rapport marchand entre deux entités séparées, producteur et consommateur, soit maintenu fermement ne vient-il pas condamner les AMAP aux dérives ? Le succès des AMAP, effectif en terme de développement toujours croissant, conduit en tout cas à un bilan en demi-teinte, si on en croit les quelques exemples pris ici. Le succès s'accompagne de dérives, d'un rétrécissement de la portée politique et d'un

éloignement avec les mouvements sociaux. Pour autant, ce mode d'échange alternatif améliore la qualité de l'alimentation (pour ceux qui peuvent...) et maintient des paysans sur leur terre. « C'est encore ce qu'il y a de moins pire ! Et puis, il n'y a pas le choix, il faut bien vivre », rappelle un paysan envisageant d'écouler sa production par le réseau AMAP. Faute de mieux, ce n'est peut-être déjà pas si mal...

NOTES :

1. Claire LAMINE, *Les AMAP*, Yves Michel, 2008, page 17
2. *ibid*, page 11
3. *ibid*, page 13
4. *Courant Alternatif* n°198, mars 2010, page 14
5. *Ibid*, page 14
6. *Revue Z* n°4, automne 2010, page 45
7. *Ibid*, page 46



Les jardins collectifs : de l'instrumentalisation à l'autonomie

25

L'origine historique des jardins collectifs peut être remontée aux premiers mouvements de réappropriation de terres, notamment avec les Diggers en Grande-Bretagne suite au mouvement des enclosures au 17^{ème} siècle (fin des communaux et extension de la propriété privée). En effet, face à ces réformes, les Diggers squattent des terres cultivables, se regroupent en petites communautés égalitaires et autonomes, et s'opposent au gouvernement qui fait la chasse aux « oisifs » et sans-terres. Avec l'urbanisation, cette pratique se déplace en ville¹. Par la suite, les périodes de crise économique ou de guerre verront naître d'immenses mouvements de jardins communs. C'est le cas par exemple à Los Angeles suite à la crise de 1921, où les trottoirs et les espaces non habités deviennent des terres cultivées par les habitants.

Cependant, les jardins collectifs dans

leur conception contemporaine apparaissent véritablement à New York au début des années 1970. Une artiste, Liz Christy, commence à lancer des « bombes de graines » par-dessus les grilles des terrains vagues, afin de les transformer en jardin. Rapidement, les jardins poussent un peu partout dans les pays occidentaux à la forte urbanisation, et sont considérés comme des formes de lutte pour plus d'autonomie, contester l'urbanisation galopante et promouvoir des façons de vivre plus écologiques.

En France, il ne faut pas oublier que depuis le 19^{ème} siècle existe une tradition de jardins ouvriers, appelés officiellement jardins familiaux, destinés à améliorer les conditions d'existence des habitants les moins aisés. En 1991, les jardins de Cocagne se développent. Ces jardins biologiques collectifs ont avant tout un but d'insertion sociale et professionnelle. En 2010, on en

répertoriait 75, et quinze étaient en projet. Les « jardins partagés », ou « jardins communautaires » en Amérique du Nord, se développent beaucoup aujourd'hui, et sont rattachés à l'économie solidaire.

Les jardins partagés et le développement social local

Sur Caen, un projet mené par des collectifs d'habitants (regroupant à chaque fois de sept à douze personnes très impliquées, selon les quartiers), avec le soutien de la CAF et de travailleurs sociaux de l'Institut Régional du Travail Social, a pour but de développer les jardins collectifs dans les quartiers. Ce projet a été lancé en janvier 2009, dans le cadre d'une recherche-action d'une formatrice de l'Institut Régional du Travail Social de Hérouville-Saint-Clair, dans l'agglomération caennaise. Cette recherche-action est financée par la Direction générale de l'action sociale et la Région Basse-Normandie. Sur la base de forums et débats sur le développement social local, avec des habitants de quartiers populaires, des contacts et des idées vont faire émerger une volonté d'action. D'ailleurs, certains collectifs n'ont pas attendu cette opportunité pour créer une dynamique autour de divers projets, notamment à la Pierre Heuzé. Les questions de la précarité sont urgentes et premières pour les protagonistes. Dans le même temps, le Centre Horticole du Londel était en difficulté et menaçait de disparaître. Cette association met en place des chantiers d'insertion et des formations dans le maraîchage et l'entretien de jardins², et produit des légumes en bordure de l'agglomération caennaise. La rencontre de ces deux groupes va être déterminante. Un « groupe porteur » se constitue, alliant des habitants, des partenaires institutionnels, en premier lieu la ville de Caen et la Caisse d'Allocations Familiales du Calvados, et des producteurs, notamment l'association des jardins du Londel. La CAF y est fortement représentée. Rapidement, la volonté de mettre en place des jardins au pied des immeubles

apparaît. En même temps, une promotion d'étudiants de l'IRTS s'engage dans la constitution d'un jardin au carré – technique agricole respectueuse de l'environnement –. En mai 2010, le premier jardin issu de cette recherche-action sort de terre. Il se trouve derrière le bâtiment de l'IRTS. Un four à pain devrait se construire sur ce site prochainement. Ce jardin repose sur une association étudiante de l'IRTS, propose ses légumes à la cantine de cette école et monte une caisse de solidarité avec l'argent récupéré tant pour des projets similaires que pour soutenir des étudiants en situation de pauvreté. Etant à proximité géographique du quartier de la Pierre Heuzé, où un jardin a vu le jour, ce sont des habitants de ce quartier qui viennent s'occuper de ce jardin pendant les vacances d'été. Peu d'étudiants sont là, ce qui n'empêche pas les rencontres entre habitants et étudiants. « C'est comme ça qu'un ou deux jardiniers du quartier sont devenus nos experts techniques auprès des étudiants », rappelle la formatrice. L'un d'entre eux est dorénavant embauché comme animateur du jardin, à mi-temps. Début 2011, on compte « une douzaine d'initiatives » qui s'inscrivent dans ce projet général, et d'autres devraient suivre : jardins, groupements d'achat, projet alimentaire piloté par la Veille sociale, avec des Sans-domiciles fixes. Les quartiers de la Pierre Heuzé, du Calvaire Saint-Pierre, de Saint-Jean-Eudes, de la Grâce de Dieu et du Chemin vert sont d'ores et déjà concernés début 2011, en attendant d'autres. A travers ce vaste réseau, s'inscrivent de multiples projets, mais il persiste une démarche commune – lutter contre la précarité alimentaire et favoriser le développement social local – d'autres actions sont dans les cartons. La Mairie est venue évidemment mettre son grain de sel. Dans un quartier, celui de Saint-Jean-Eudes, elle a carrément repris en main le projet, écarté certaines personnes et choisi les protagonistes. Le quartier est concerné par un vaste plan de réaménagement urbain, détruisant un ancien quartier pour le conformer à l'idéal

de béton et d'urbanisme fonctionnaliste. C'est par la démocratie de proximité que la ville va reprendre le contrôle des projets.

« La Ville a réorganisé ses services, souligne un travailleur social impliqué : conseils consultatifs de quartier, conseil de la vie associative, mais en territorialisant les interventions de la Ville en créant des Pôles de vie³. Quand on est sur des moments de repérage de terrains ou d'extension, c'est au niveau des Pôles de vie que ça se joue. C'est par ce biais qu'il y a eu un rapprochement très important avec la Ville. C'est comme si c'était co-organisé avec la Ville. C'est sûr qu'il y a toujours le risque de récupération ».

Voilà ce qu'en dit un autre informateur :

« C'est un regard extérieur, c'est du conditionnel, je ne suis pas directement concerné. Mais je pense qu'il y a une volonté de contrôle et d'orientation de la part des collectivités à travers le Pôle de vie, et peut-être pas assez cette confiance dans la capacité de réfléchir et d'agir des habitants, et la capacité de gérer cette initiative de l'association porteuse, l'association sportive de Saint-Jean-Eudes. Il y a cette vision de la démocratie participative, qu'est un petit peu limitée encore, ce qui est assez normal. Voilà, il y a une tension qui n'est pas équilibrée pour ma part ; cette tension entre les habitants et les différentes institutions, un recadrage permanent, et puis une forte injonction pour redistribuer les cartes du jeu. On force à rencontrer certaines structures. On se retrouve parfois dans des contextes similaires à des opérations de médiation. A mon avis, l'une des principales explications, c'est que j'arrive sur un territoire et je fais partie du pôle de vie, il y a cette obligation de résultat à un moment donné. Il y a cette forme de récupération, un petit peu, pour dire « regardez, politiquement c'est intéressant », « grâce à vous il y a un jardin partagé ». Alors que c'est avant tout les habitants pour moi. Le pôle de vie doit être un des outils pour aider cette mise en action. »

Il est ici confirmé une logique de contrôle du projet par les pouvoirs publics, et une perte d'autonomie des premiers protagonistes. Ils sont dépossédés, et obligés de se laisser guider par les élus et fonctionnaires de la ville de Caen, via la démocratie de proximité. Dans le cas précis de la situation caennaise, ce genre d'initiatives fait partie « de ce que la ville veut mener en propre. Et ça, quand on parle de tutelle, je crois que c'est un fait aujourd'hui au niveau des collectivités, surtout quand ce sont des projets qui sont intéressants au niveau de la communication et des politiques, et surtout quand ce sont des initiatives qui intéressent les élus et les techniciens ». Quand les pouvoirs publics s'intéressent à un projet, ils s'en emparent et l'exécutent : c'est une logique descendante qui s'impose. C'est après tout bien leur rôle. Mais ils en dépossèdent de fait les personnes. A cela, s'ajoutent des enjeux électoralistes qui viennent se greffer au projet, et l'alourdissent d'enjeux extérieurs aux véritables protagonistes du projet : les habitants.

De toute façon, la démocratie de proximité est une vaste escroquerie, et c'est son rôle de contrôler. La participation au sein des conseils de quartier y est descendante : la consultation est organisée par les détenteurs du pouvoir, qui, en plus d'avoir un statut plus élevé, choisissent le moment, le lieu, la forme et la manière⁴. A cette posture favorable en amont, il faut ajouter la capacité à prendre la parole en public et à manier l'art de la rhétorique, qui est très inégalitaire notamment entre les experts et la classe politique d'un côté, et les populations de l'autre. Les termes techniques utilisés par les élus et experts peuvent rapidement limiter les débats pour se transformer en information sur les sujets les plus polémiques. Cette inégalité entre les protagonistes se retrouve souvent dans la disposition du lieu des débats : estrade et micros pour les uns et non pour les autres, demande de prise de parole et temps limité d'un côté et quasi-monopole de la parole de l'autre, incitation à la question pour les citoyens tandis que les

acteurs « dominants » sont priés d'apporter les réponses. Dans presque tous ces espaces de démocratie locale, le rôle attendu des populations est davantage celui de spectateur venu pour entendre la parole de celui qui sait et qui détient le pouvoir, que celui d'acteur à égalité avec les experts et élus. De toute façon, en aucun cas les citoyens ne disposent d'un pouvoir décisionnaire.

Mais au-delà de ces explications, il y a peut-être des raisons plus profondes pour comprendre cette mainmise des pouvoirs publics sur les associations. Il est dans la nature du pouvoir de chercher à la fois à diriger, et en même temps à se conserver et à tenir son monopole⁵. Il y a une réticence réelle des élus, des fonctionnaires et des experts à l'autonomie des citoyens. Le rôle de la démocratie de proximité pour l'exemple de Saint-Jean-Eudes est symptomatique. Les consultations sont souvent faites dans le but d'obtenir l'adhésion des populations, en leur présentant des projets déjà largement ficelés et en conservant le contrôle – ici en reprenant un projet déjà existant et en le refaçonnant. Ces consultations ne seraient finalement là que pour sauver les apparences. Le principe de consultation suffit à valider le projet. La participation des populations via les instances de démocratie de proximité, ressemble davantage à nouveau moyen de domination et de contrôle. De toute façon, ce sont les élus et les experts qui ont le dernier mot. La démocratie participative n'est pas la démocratie directe.

Mais face à cette instrumentalisation – au but électoraliste – il y a des résistances, et une réalité ordinaire autre. Les participants aux collectifs ne se font aucune illusion sur les volontés des pouvoirs publics. Et quand il faut des autorisations, par exemple pour aménager un jardin, un lieu convivial ou autres, « c'est souvent une fois que c'est fait, qu'on obtient l'autorisation... » Les habitants prennent ce qu'on veut bien leur donner, en réclament davantage, avec l'appui des travailleurs sociaux, et font leur truc à leur sauce. A l'instrumentalisation d'en haut correspond l'instrumentalisation d'en bas ! Il semble

exister une émulation collective autour de ces projets, où la municipalité et les services socioculturels sont considérés comme un fond de ressources à utiliser. Et si en apparence on veut bien jouer le jeu du donnant-donnant, en réalité c'est l'autorité qui se retrouve instrumentalisée. « On pompe le fric où il est, dans les fonds sociaux, à la CAF. Enfin, les travailleurs sociaux sont des copains, donc ce n'est pas le bon terme... » D'autres projets sont en attente : four à pain, grande AMAP aux tarifs sociaux, groupements d'achat etc. A la Pierre Heuzé, on vise haut, pour essayer d'obtenir certaines choses : plantage d'arbres fruitiers, panneaux solaires sur les immeubles, toilettes sèches... Certains collectifs envisagent de se structurer en association Loi de 1901, pour choper des subventions plus facilement.

Les participants aux jardins trouvent en plus un complément alimentaire non négligeable, particulièrement aux bonnes saisons. Par ailleurs, le jardin diffuse une connaissance de la terre et de l'environnement, et un rapport à la nature souvent en voie d'être perdu dans les zones urbaines. Mais en plus, le jardinage semble jouer un rôle de revalorisation de soi et de sortie de l'isolement pour certaines personnes, d'acquisition d'une plus grande confiance en ses capacités à faire par soi-même et collectivement. La démarche est clairement autonome, et vise à montrer « qu'on peut se débrouiller nous-mêmes ». Il est clair que c'est par ce genre d'initiative que l'autonomie commence à être autre chose qu'une vague idée. C'est peut-être pas grand-chose, un jardin, mais faut bien commencer par quelque chose !

Lutter en jardinant

Il existe des expériences de jardins collectifs vécus comme un mode d'action politique, renouant ainsi avec les pratiques de lutte des Diggers, ou plus récemment les récupérations de terrains urbains des années 1970. Aujourd'hui, des squatteurs mettent en place un potager collectif en vue d'une certaine autonomie alimentaire. Des collectifs incluent le jardin collectif et la

« guérilla jardinière »⁶ dans leurs pratiques de lutte. Le jardinage prend un tout autre sens que l'unique aspect alimentaire ; même la dimension de lieu de rencontre et d'échange est dépassée : il s'agit ici d'en faire un outil de lutte politique et d'action directe.

Un exemple est celui du groupe Pot'colle (Potager Collectif des Lentillères). En début d'année 2010, plusieurs personnes envisagent d'occuper des terrains maraîchers laissés en friche en plein cœur de Dijon. En mars 2010, une manifestation de deux-cents personnes, fourche en mains, se termine par l'occupation et le défrichage d'un terrain. Ces terres vouées à être transformées en éco-quartier sont à la fois utilisées pour se fournir en produits alimentaires de manière autonome, mais aussi pour dénoncer les modèles de renouvellement urbain, transmettre des idées et des pratiques, et expérimenter d'autres façons de faire en vue d'une nouvelle organisation sociale. Le mot d'ordre « Libérons la terre » serait donc un point d'entrée pour une critique en acte de l'ordre social contemporain, dans une perspective de transformation sociale. L'organisation du potager se fait à travers des réunions ouvertes et bimensuelles, complétées par des assemblées qui suivent le rythme des manifestations et des avancements du projet municipal. En plus du jardinage, des projections, des débats, des concerts, des ateliers pour enfants, et des ateliers théoriques et pratiques en vue de transmettre des savoirs y ont lieu. Des manifestations de rue et des occupations, par exemple des halles du marché fermé de Dijon, ont également eu lieu. Une maison a été également occupée, avant d'être évacuée par les forces de l'ordre. Celle-ci servait d'espace d'organisation du potager. Au printemps 2011, c'est le potager qui est menacé d'expulsion. En effet, la Mairie de Dijon fait passer un appel d'offre pour la reconversion de ce quartier. Dans le projet de réaménagement urbain de 35 hectares, un autre lieu occupé, « L'Espace Autogéré des Tanneries », est lui aussi concerné et devrait être détruit. Ce squat vieux de douze ans tente de négocier l'ouverture d'un nouvel espace autonome avec la Mairie. Ce

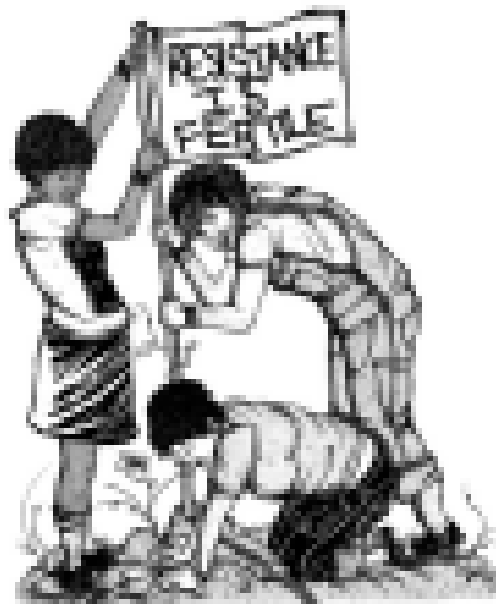
que les jardiniers en lutte dénoncent, c'est le bétonnage des dernières terres maraîchères de la ville, alors que l'orientation des politiques de la ville se veut favorable à la préservation de l'agriculture paysanne, pour le développement des jardins urbains et des AMAP. Autre contradiction pointée du doigt, c'est celle d'une politique de favoriser l'écologie, sans pour autant remettre en cause l'urbanisme fonctionnaliste classique, privilégiant la circulation des marchandises, la vitesse, le contrôle social et l'individualisme :

« Notre but n'est sans doute pas de nous opposer à des logements accessibles à Dijon. Cependant, pourquoi s'attaquer à ces terres plutôt que de privilégier d'autres espaces déjà bétonnés et abandonnés, ou d'investir les 5 000 logements vides sur l'agglomération ? Il n'est pas anodin que malgré toute la propagande éco, il y ait toujours de la place pour de nouveaux supermarchés, une extension d'aéroport ou un commissariat, une super structure subventionnée de type Zénith, ou des niches d'entreprise, mais pas pour des potagers. »

Cet extrait d'un tract distribué après un an de lutte continue en brocardant « les habitats aseptisés dans une logique individualiste, majoritairement durs pour les pauvres, et conformes à une vision sécuritaire » [nous trouverons le tract en entier en annexe]. Et c'est dans ce cadre d'une lutte plus globale sur un changement des modes de vie urbains, que le potager s'inscrit. Il est dans ce sens un outil d'autonomie alimentaire, pour sortir de l'agriculture productiviste, et d'autonomie politique, pour favoriser une forme de réappropriation de la ville par les habitants eux-mêmes. Par ailleurs, le jardin est apprécié pour les liens directs qu'il favorise, à l'échelle locale.

À travers cette expérience de lutte, c'est une tentative de mettre en place concrètement les bases d'une agriculture locale et plus écologique qui se constitue. Les modes de production classiques et le cloisonnement dans les fonctions séparées de producteur et

consommateur sont remis en cause. Le régime de propriété classique est contesté, à travers l'occupation de terrains laissés à l'abandon, de même que le contrôle de la vie urbaine par les pouvoirs publics. Par ailleurs, le jardin se veut aussi un lieu de rencontre, pas seulement sur des bases de convivialité, mais aussi et surtout politiques. Reste que ces expériences sont souvent très éphémères, puisqu'en conflit avec l'ordre établi...



Brève discussion de quelques pratiques alternatives urbaines

Depuis quelques années (ré)émergent des expériences d'implantation rurale ou péri-urbaine. Il peut s'agir de choix individuels qui convergent vers un même espace territorial où se constitue assez rapidement un ou des réseaux ou bien d'implantations directement et immédiatement collectives. L'installation en campagne peut offrir effectivement des avantages en terme de qualité de vie, de prise de distance d'avec la société de consommation et aussi d'avec le salariat, d'auto-production alimentaire et/ou énergétique, d'auto-construction ou de rénovation écologique, d'habitat léger (cabanes, yourtes, mobil-homes...), de réseaux d'entraide, d'échanges de biens, de produits, de coups de mains, de savoir-faire techniques, de lieux où organiser ponctuellement des rencontres libertaires régionales... Ces implantations en campagne peuvent aussi avoir parfois des inconvénients : isolement, absorption dans le travail (quand bien même il n'est pas salarié !), éloignement progressif d'avec les milieux militants urbains d'origine... D'où l'intérêt d'essayer de penser les liens villes/campagnes et aussi les liens entre les différentes expériences d'implantation rurale... ce qui n'est cependant pas l'objet de cet article.

Également se pose la question de la mise en place de pratiques alternatives urbaines dans nos milieux car, évidemment, la majorité des camarades ne souhaitent pas forcément s'installer en campagne... ou n'en n'ont pas les moyens ou l'opportunité.

En ville aussi se pose la question de l'autonomie pratique, de l'entraide quotidienne, la question de la prise de distance d'avec la consommation capitaliste et d'avec le salariat (c'est à dire la nécessité de vendre sa force de travail, et son temps, aux capitalistes ou à l'État, pour obtenir en contrepartie de cette vente une certaine quantité de cet équivalent général appelé argent, ce afin de faire face à l'actuelle monétarisation généralisée des conditions de vie)... tout en améliorant un tant soit peu ses conditions d'existence matérielles. Explorons donc quelques pistes concrètes...

Les coopératives de consommation : L'idée est de réunir, ponctuellement et/ou régulièrement un certain nombre de camarades pour se procurer collectivement un certain nombre de produits, la plupart du temps alimentaires, auprès de petitEs producteurs/rices locaux/les travaillant individuellement, en coopérative de production ou dans un cadre familial (perso le fait de démarcher des maraîcherEs salariant des ouvrierEs agricoles me défrise). L'idée est de privilégier évidemment le bio et le local et aussi, bien sûr, des producteurs/rices qui sont dans le mouvement ou proche de lui. L'achat groupé peut aussi éventuellement permettre une petite baisse de prix. Il peut y avoir aussi des coups de mains

collectifs auprès des producteurs/rices en échange de produits ou d'une possibilité de glanage.

Les coopératives d'outillage : Là encore un certain nombre de camarades s'associent pour mettre en commun des outils qu'ils possèdent ou en acquérir collectivement. Ce type de coopérative peut être généraliste (outillage électro-portatif pour l'essentiel) ou plus spécialisé (outillage automobile par exemple). Les outils servent en général assez irrégulièrement et les sommes dépensées dans leur achat peuvent vite grimper alors que s'associer avec, par exemple, 10 personnes, permet d'avoir accès à une dizaine d'outils pour un coût financier très réduit individuellement (le prix moyen d'un outil en gros).

Achats groupés d'objets précis : Cela concerne des objets utiles mais qu'on est loin d'utiliser quotidiennement, ça peut être une machine à coudre, de l'électro-ménager culinaire (un service à raclette, un gauffrier ...), une petite remorque, une grande tente ou une bagnole ou un petit utilitaire acheté et assuré à quelques unEs sous couvert associatif. Ce type de pratique se fait en général en petits groupes plus ou moins affinitaires, des gens qui se connaissent, se croisent régulièrement, vivent proches les uns des autres. La collectivisation d'un bien à usage occasionnel permet des économies financières parfois conséquentes.

Réseaux de récupération et d'échanges : Ils peuvent concerner de la bouffe invendue, du petit ameublement, des objets divers ayant une valeur d'usage, des fringues, de la vaisselle récupérée par connaissance ou dans les encombrants ou de l'huile de friture pour faire rouler les voitures diesels... Ces récupérations peuvent suivant les cas donner lieu à partage, distribution, échanges ou prêts... Souvent ces récups se font irrégulièrement et informellement, elles pourraient aussi éventuellement se faire plus collectivement et systématiquement...

Bourses du travail : Sous des formes plus ou moins formalisées ou informelles, cela consiste à se repasser ou à faire connaître des plans concernant des petits boulots divers, ponctuels, saisonniers ou réguliers. Ça peut servir dans les cas où des camarades ont besoin de gagner un peu de fric.

Jardinage : Cela peut être de l'incrustation individuelle ou en petits groupes dans des jardins associatifs, la recherche individuelle ou en petits groupes de terrains où cultiver un potager chez des particuliers en échange d'une partie de la production ou de coups de mains pour l'entretien du terrain ou le squattage de petits terrains vides (cours d'immeubles, coins de fac, jardins de baraques abandonnées...).

Mutuelles de fraudeurs/euses : Des usagerEs réguliers des transports en communs s'associent pour mettre en place une caisse collective permettant de payer les amendes.

Échanges de savoir : À l'occasion de travaux, d'une réparation de bagnole, ou de vélos etc... on invite les gens à filer un coup de main tout en apprenant des savoirs techniques qui peuvent s'avérer utiles, économiques et précieux. Ça pourrait se faire plus que cela ne se pratique actuellement dans notre ville.

Colocations : Plutôt que vivre chacunE dans son petit coin, on se regroupe affinitairement pour vivre dans un grand appart ou mieux encore une maison. Ça coûte souvent moins cher (ou en tout cas pas plus) tout en permettant souvent de vivre mieux. La coloc permet aussi l'achat groupé d'objets précis dont les colocataires peuvent avoir un usage régulier (machine à laver, télécoche, ordinateur, vélo ou bagnole sous couvert associatif...), ce qui permet là encore des économies parfois substantielles et elle facilite aussi les possibilités de récups alimentaires et d'une manière générale les pratiques d'entraide entre colocataires. Les maisons sont à privilégier car elles peuvent offrir des jardins où cultiver un potager, des garages ou des petites dépendances où stocker du matos militant encombrant (atelier sérigraphie, matériel de cantine par exemple), des objets utiles à donner, où animer éventuellement des petits ateliers (bricolage, réparation de vélos...). Il y a bien sûr aussi la possibilité éventuelle, mais souvent précaire (en terme éventuellement de condition de vie et/ou de durée d'installation), du squat d'habitation.

Voilà un petit tour d'horizon non exhaustif de quelques alternatives en milieu urbain praticables sans trop de difficultés un peu partout. Certaines se pratiquent déjà à Caen, d'autres sont en projet.

Quelques précisions :

Ces pratiques alternatives peuvent être très informelles, ou plus structurée (via des réunions régulières, une caisse collective, une charte de fonctionnement voire une façade associative légale). Elles peuvent être très affinitaires ou assez largement ouvertes. Certaines de ces pratiques n'intéresseront que peu de gens, d'autres en regrouperont beaucoup plus.

Elles permettront à une partie d'entre nous de vivre mieux, de moins travailler (un peu moins), d'avoir un peu plus de temps et, en même temps, du temps, du temps, elles nous en prendront aussi. Attention donc aussi à ne pas se trouver complètement absorbés par ces activités.

Je pense à ce propos qu'il ne faut pas tant rechercher la création de grosses coopératives ou de grands réseaux, lourds à autogérer, que la multiplication décentralisée d'initiatives de taille petite ou moyenne, regroupant de quelques personnes à 20 ou 30. Une petite trentaine de participantEs me paraît actuellement (au vu de mon expérience locale, donc limitée) être un horizon raisonnable. Au delà, j'ai tendance à craindre que cela entraîne une charge trop importante en terme d'énergie, de temps, de travail, de coordination et de liaison... en l'état actuel du mouvement ici. Il me paraît évidemment possible, en théorie comme en pratique, de mettre en place des initiatives bien plus larges numériquement parlant mais cela ne correspond, à mon avis, tout simplement pas à nos possibilités/capacités locales actuelles.

À propos de capacité, j'ajouterai que le développement de ce type de pratiques est évidemment beaucoup facilité par l'existence de locaux (loués, achetés ou squattés) servant de lieux de réunion, de débat, de rencontre, de permanence, de proposition, d'organisation et de coordination, de stockage, de dépôt, de distribution... La question de la multiplication de lieux anarchistes ou radicaux en ville, et dans les campagnes proches, me paraît hautement souhaitable à bien des points de vue. Et cette question concerne l'ensemble du mouvement. C'est en vérité une question d'importance stratégique.

32

Quelques remarques plus générales pour conclure :

Le développement de ces pratiques alternatives permet un accroissement, relatif mais sensible, de l'autonomie pratique et technique du mouvement ET des individuEs qui le composent (ce qui ne peut que tendre à renforcer au passage notre autonomie politique).

Il n'y a évidemment pas de quoi se pâmer d'auto-satisfaction béate parce qu'un jardin, une petite coopérative de consommation ou une coloc entre radicaux/ales voit le jour. Cela ne change pas LA vie, mais cela aide à changer un peu la notre, ce qui en soi est déjà un début qu'il n'y a pas lieu de mépriser. Ensuite cela permet de passer de la théorie à la pratique, ce qui est toujours instructif (y compris théoriquement). Cela renforce le mouvement car il apparaît alors capable de passages à l'acte collectifs et constructifs. Cela contribue à rendre nos idées concrètes et donc partageables et popularisables, entre autres par l'exemple. Appelons ça de la « propagande par le faire ».

Ces pratiques sont des formes élémentaires de résistance et je pense qu'elles constituent un point de départ, parmi d'autres. On va du simple au compliqué, de l'élémentaire au composé, du petit au grand. Il y a des étapes qu'on ne peut négliger ou griller. Le développement de notre capacité collective à autogérer et populariser ces pratiques constitue une avancée vers le développement d'une capacité populaire à autogérer une nouvelle société.

Mais ces pratiques alternatives n'offrent pas en elles-mêmes une perspective révolutionnaire. Car, franchement, une bonne part de ces pratiques peuvent être aussi expérimentées sur la base de la simple démerde individualiste ou affinitaire, d'un citoyennisme altercapitaliste, d'un environnementalisme boboisant ou même d'un nationalisme pseudo-révolutionnaire puant le néo-fascisme...

Nous ferons de ces pratiques des pratiques à caractère révolutionnaire seulement si nous sommes capables de les combiner, de les articuler progressivement avec bien d'autres pratiques et formes de luttes, sociales, culturelles et politiques, autonomes et globalement antagonistes vis à vis de l'État et du capitalisme. Et là, on va avoir intérêt à cultiver collectivement notre intelligence politique,

organisationnelle et aussi humaine... parce que ça sera intéressant, enrichissant mais également incontournable... et que ça va pas être de la tarte... parce que pour un même fond subversif on peut rencontrer bien des mises en formes

possibles et parce que composer avec la diversité n'est jamais ni rassurant, ni confortable ni facile...

Banalités démocrates, réalités tunisiennes

Alors que la gauche acritique française et occidentale s'extasie devant la pseudo révolution tunisienne, le premier ministre par intérim du gouvernement provisoire de la Tunisie, Béji Caid Essebi, se plaint, le 26 avril, d'entraves à la vie économique du pays par des sit-in et des grèves sauvages à répétition qui mettent en péril son souhait d'attirer encore plus d'investisseurs étrangers ; un plan dit "social" est lancé pour faire fermer sa gueule au peuple révolté et tenter de casser le processus révolutionnaire tel en 1936 en France avec le Front Populaire ; un couvre-feu est rétabli depuis le 07 mai pour tenter d'enrayer la contestation qui se poursuit ; le gouvernement continu la répression avec près de deux cent arrestations de manifestantEs début mai, suite aux dernières manifestations du processus révolutionnaire ; la Tunisie est invitée au bal des capitalistes les 26 et 27 mai, au sommet du G8 qui se va se tenir à Deauville ; le ministre tunisien de la planification et de la coopération internationale, Abdelhamid Triki, déclare, le 27 avril, que les grands chantiers entrepris avant la chute de Ben Ali sont maintenus et que les accords conclus entre la Tunisie et des investisseurs étrangers sont poursuivis ; l'économie tunisienne est relancée au plus vite pour effacer le lancement du processus révolutionnaire en Tunisie et afin de contenter les patrons des entreprises françaises et étrangères implantées dans le pays (Le Temps des colonies n'est pas fini !) ; quatre ministres tunisiens, ceux des finances, du commerce et du tourisme, des transports et de l'équipement, de la formation professionnelle et de l'emploi, déclarent le 27 avril, devant une tripoté de racailles patronales françaises, au siège du MEDEF, à Paris, que « la Tunisie est en train de changer en mieux et que les opportunités futures seront encore plus rentables et plus intéressantes ».

Et pendant que tous ces connards, soutenus par la bourgeoisie démocrate internationale et surtout française, s'occupent de régler son compte au processus révolutionnaire en cours en Tunisie, le frère d'un camarade¹ est poursuivi depuis le début du printemps par le gouvernement provisoire tunisien pour avoir cramer un commissariat lors de l'agitation hivernale.

Nous avons vu affluer en Italie et en France, se cachant parmi les migrants tunisiens qui continuent de venir chercher ailleurs un avenir qu'ils pensent meilleur (alors qu'il y a soit disant eu une révolution chez eux), une petite masse réactionnaire tunisienne² fuyant une justice populaire qu'ils ont provoqué en réprimant le processus révolutionnaire. Mais un bon nombre de cette masse est toujours sur place et en poste et réclament elle aussi désormais une justice, celle démocrate et bourgeoise, contre la ferveur révolutionnaire.

**SOLIDARITÉ AVEC LES RÉVOLUTIONNAIRES EN TUNISIE ET
PARTOUT DANS LE MONDE !
À BAS LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE, SON HYPOCRISIE ET LES
ILLUSIONS QU'ELLE AMÈNE !**

NOTES :

1. Pour ne citer qu'un exemple parmi d'autres.
2. Que ceux-là retournent d'où ils viennent d'ailleurs !!! Il y a déjà beaucoup trop de fachos par ici et j'espère que les pseudos groupes révolutionnaires occidentaux engagés dans des collectifs humanitaires et réformistes ne les aideront pas à avoir des papiers (Qu'ils se démerdent !). Solidarité avec les sans-paps OK mais sûrement pas avec les bourreaux des révolutionnaires... (possibilité leur est quand même laissée de changer)...

Nous republions le texte suivant trouvé dans un vieux "Monde libertaire". Il a été écrit par l'écrivain Ret Marut, un subversif allemand qui vécut en exil après 1919 car il était recherché pour sa participation à la révolution des conseils de Bavière. Il est mondialement connu sous son nom de plume : B. Traven. Il vécut au Mexique de 1923 à sa mort en 1969, publiant plusieurs romans sur la condition indienne.

Administration amérindienne et démocratie directe

À l'occasion de la fête d'investiture, pendant que les cloches sonnent, on fait brûler des feux d'artifice. Il y a de la musique, les gens dansent dans un vacarme joyeux. Le nouveau chef élu est, devant le portail du cabildo, présenté par les délégués de sa tribu au chef sortant et à ses conseillers. Avec cette présentation est terminé l'examen des documents électoraux.

Le chef sortant fait un discours, rédigé sous forme de poésie, en langue indienne vraisemblablement très ancienne. Le nouveau chef y répond avec modestie et courtoisie. Son discours est également formulé en langue indienne et utilise des rimes qui ont très probablement été prévues pour ce genre de cérémonie il y a mille ans ou davantage.

Quand après de nombreux cérémoniaux le bâton lui est enfin remis, on apporte une chaise. Cette chaise est basse. Elle est faite d'un bois aux entrelacs multiples, ressemblant à du raphia. Le siège est percé à la dimension d'un postérieur d'homme.

Au milieu des rires, des joyeux quolibets et des plaisanteries grivoises des hommes qui assistent en foule à la cérémonie, le nouveau chef abaisse à demi son pantalon de coton blanc et pose son derrière dénudé sur l'ouverture de la chaise. Il tient dans sa dextre le bâton d'ébène à pommeau d'argent représentatif de sa fonction et siège, plein de dignité, le visage tourné vers les hommes de la nation rassemblés devant lui.

Il est assis, sérieux, majestueux, comme s'il allait procéder solennellement à son premier acte officiel.

Les plaisanteries et les rires des hommes qui l'entourent se taisent un instant. On a l'impression que tous veulent écouter avec recueillement les premières paroles

importantes de leur nouveau chef.

À ce moment arrivent trois hommes envoyés à cette fête par la tribu qui aura à élire le cacique l'année suivante. Ces hommes portent un pot de terre dont les flancs sont percés de nombreux événements. Le pot est rempli de braises qui rougeoient avec vivacité, attisées par le moindre souffle d'air.

Dans un discours en vers en langue indienne, l'un des hommes explique le but de l'acte qu'il va accomplir. Dès qu'il a terminé son discours, il place le pot plein de braises sous le postérieur dénudé du nouveau chef. Dans son discours, il a expliqué que ce feu placé sous le derrière du chef dignement assis sur son siège officiel doit lui rappeler qu'il n'y est pas installé pour s'y reposer, mais pour travailler pour le peuple. Il doit demeurer vif et zélé même lorsqu'il est installé officiellement. En outre, il ne doit pas oublier qui a glissé ce feu sous son séant, c'est-à-dire la tribu qui désignera le cacique de l'année à venir, et cela pour lui mettre en mémoire qu'il ne doit pas se cramponner à sa place, mais la céder dès que son mandat sera écoulé, afin d'éviter un règne à vie ou une dictature qui serait néfaste au bien du peuple. S'il venait jamais à s'accrocher à son poste, on lui mettrait sous les fesses un feu si grand et si long qu'il ne resterait rien de lui ni du siège.

Dès que le pot rempli de braises ardentes a été glissé sous le siège, des maximes rimées sont dites par un homme de la tribu dont l'élu se retire, un homme de la tribu qui élira le jefe l'année suivante et un homme de la tribu dont est issu le cacique nouvellement investi.

Tant que la récitation des sentences n'est pas terminée, le nouveau chef ne doit pas se lever de son siège. La durée de l'épreuve

dépendra de la popularité ou de l'impopularité de l'élu parmi ses frères de race. Les récitants pourront soit psalmodier les rimes lentement et précautionneusement, soit avec toute la hâte permise sans trahir ouvertement leur intention. Lorsque l'homme qui doit parler à son tour a l'impression que ceux qui l'ont précédé ont été trop rapides, il a le droit de réparer le dommage très largement par une lenteur redoublée de son discours.

Le chef, quelles que soient ses sensations, ne doit manifester d'aucune manière, grimace ou geste, les effets de la chaleur sur sa personne. Bien au contraire, lorsque tous les aphorismes ont été récités, il ne se relève pas immédiatement, heureux d'en avoir terminé avec la séance de réchauffage : il reste au contraire assis un bon moment pour bien montrer qu'il n'a pas l'intention de fuir devant les peines que l'exercice de ses fonctions pourraient lui procurer. Assez souvent il se met même à plaisanter, ce qui augmente la gaieté des hommes qui le regardent et attendent avec impatience qu'il laisse apparaître son inconfort pour pouvoir se moquer de lui. Mais plus les plaisanteries sont alertes, plus longtemps il reste assis et plus le respect et la confiance qu'il inspire grandissent.

Il cherche à reporter le ridicule sur les autres. Il dit à l'un: « Alors, gringalet, tu n'as pas de poumons, comment veux-tu donner à ta femme les moyens de faire une bonne soupe si tu es trop faible pour souffler sur le feu sous mon cul pour que je me réchauffe un peu ! Hé! Toi, Eliseo, viens ici gratter la glace qui se dépose sur mon derrière. »

Les braises sont à peu près éteintes. Le chef se lève lentement. La glace dont il parlait n'est cependant pas tout à fait inoffensive. La peau est couverte de grosses cloques et, en de nombreux endroits, de plaques noirâtres que l'on peut sentir de loin.

Un ami s'approche de lui, lui enduit les fesses d'huile et lui applique un pansement de feuilles écrasées tandis qu'un autre lui offre de grands verres de tequila.

Pendant de longues semaines, le nouveau chef n'oubliera pas sur quoi il fut assis.

Pendant les premiers mois qui suivent son entrée en fonction, cela l'aide

considérablement à gouverner selon les désirs exprimés par la nation au cours de son élection.

Dans presque tous les cas, il reste suffisamment de cicatrices sur cette partie cachée de son individu pour qu'il puisse prouver jusqu'à l'âge le plus avancé, grâce à un document inaltérable, qu'il a eu l'honneur d'être élu une fois chef de sa nation, mais aussi pour le soustraire à la tentation de se faire élire à ce poste une seconde fois, ce qui serait contraire aux mœurs de son peuple.

On pourrait très sérieusement conseiller aux prolétaires de mettre en application cette méthode d'élection amérindienne éprouvée, en particulier à l'égard des fonctionnaires de leurs organisations syndicales et politiques. Pas seulement en Russie, où c'est le plus nécessaire, mais aussi dans tous les pays où Marx et Lénine sont les saints qu'on honore. Les prolétaires en lutte pourraient obtenir des résultats utiles avec bien plus de certitude en mettant chaque année sous les fesses de leurs dirigeants un feu bien attisé.

Aucun chef n'est irremplaçable. Et plus rapidement les nouveaux dirigeants se succèdent sur le siège ardent, plus vivant reste le mouvement.

Ne sois pas timoré, prolétaire. Et encore moins sentimental.

B. Traven

BRASERO N°2

PRÉSENTATION - Page 2

BRÈVES

DES INFOS SUR LA LUTTE À L'USINE PANAVI - Page 3

UN COLLECTIF ANARCHISTE DE TRADUCTION À CAEN - Page 3

COLLECTIF

PRÉSENTATION DU COLLECTIF MÉDECINE LIBERTAIRE DE CAEN -
Pages 4-7

LIGNE TGV PARIS-CHERBOURG - Pages 8-10

LUTTE ANTINUCLÉAIRE

FUKUSHIMA, SOUS L'ÉPAISSEUR DU SILENCE - Pages 11-12

RETOUR LACUNAIRE SUR L'ACTUALITÉ ANTINUCLÉAIRE BAS
NORMANDE ET L'ASSEMBLÉE ANTINUCLÉAIRE DE CAEN - Pages 13-
14

ACTIONS DIRECTES CONTRE LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE - Page
14

FUKUSHIMA : LE RETOUR D'EXPERIENCE, C'EST NOUS ! - Pages 15-17

ARRÊTONS L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE - Page 18

CONTRE NUCLEOPOLIS ET SON MONDE - Pages 19-20

AMAP, JARDINS COLLECTIFS, PRATIQUES ALTERNATIVES URBAINES

AMAP : ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS - Page 21-25

JARDINS COLLECTIFS : DE L'INSTRUMENTALISATION À
L'AUTONOMIE - Pages 25-30

BRÈVE DISCUSSION DE QUELQUES PRATIQUES ALTERNATIVES
URBAINES - Pages 30-33

BANALITÉS DÉMOCRATES ET RÉALITÉS TUNISIENNES - Page 33

ADMINISTRATION AMÉRINDIENNE ET DÉMOCRATIE DIRECTE -
Page 34-35